Global Compact
Réseau France

RAPPORT ANNUEL

2021

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 03

1. STRATÉGIE DU PACTE MONDIAL : ONE GLOBAL COMPACT 04

2. UNE ANNÉE DE TRANSFORMATION POUR LE GLOBAL COMPACT FRANCE 12

3. LE GLOBAL COMPACT FRANCE, UN ACTEUR CLÉ DE LA TRANSITION DURABLE 24

4. EXECUTIVE SUMMARY 29

POSTFACE 30

POURQUOI REJOINDRE LE GLOBAL COMPACT 31

Directeur de la publication : Nils Pedersen
Directeur de la rédaction : Olivier Gil
Suivi éditorial : Anthony Ratier, Jade Chartereau et Alice Tan
Conception éditoriale : Gilles Leroux et Nils Pedersen
Graphisme : Jeanne-Marie Monpeurt
Photographies : Global Compact France, Pacte mondial des Nations Unies, Antoine Petitteville & Markus Spiske @ Unsplash, iStock et droits réservés.
Remerciements à l'ensemble de l'équipe pour sa contribution, ainsi qu'aux membres du Bureau, tout particulièrement à Delphine Lalu.

ÉDITORIAL

Chères adhérentes, chers adhérents,

L'année 2021 a été une année particulière, au cours de laquelle nous avons dû composer avec les aléas, au gré des vagues de contaminations de l'épidémie de Covid-19. Ces changements ont induit des mutations profondes dans la vie des entreprises et des organisations comme le Global Compact France.
De nouveaux questionnements ont vu le jour, de nouvelles ambitions sont nées, des engagements ont été pris, au service d'un développement plus durable.

Le Global Compact France s'appuie sur les orientations des Nations Unies et fait le pari d'une transformation des sociétés par l'action des entreprises, qui innovent, s'inscrivent dans l'écosystème de leurs territoires ou changent de modèles d'affaires, au nom d'un futur durable.

Nous devons accompagner cette dynamique, soutenir et susciter les vocations à agir pour l'atteinte des Objectifs de développement durables (ODD). Pour ce faire, le Global Compact France poursuit sa croissance et sa mue. L'équipe permanente s'est ainsi agrandie, puisqu'elle est passée de cinq à dix personnes, sous l'impulsion du nouveau Délégué général Nils Pedersen, dans une logique de croissance des services aux adhérents.

Pour répondre au plus près à vos aspirations collectives, il nous a semblé opportun de simplifier la vie du réseau de manière à dynamiser son développement.

Entamée en 2021, nous poursuivrons en 2022 la mise en place de nouveaux cercles régionaux, afin de créer des espaces d'échanges, renforcer le maillage territorial des entreprises adhérentes et faire vivre les valeurs du Global Compact partout en France.

Grâce au nombre important, à la qualité et à la diversité de ses membres, mais aussi de ses partenariats et de ses actions, le Global Compact France s'est imposé, au fil des années, comme un acteur incontournable de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Notre ambition est de consolider la place de référence que nous occupons auprès des entreprises de toute taille et de tout secteur, celle d'une organisation qui œuvre à la transformation du monde économique français.

Le Global Compact France est une association Loi de 1901, qui évolue par et pour ses membres. Je vous encourage donc, chères adhérentes et chers adhérents, à prendre part pleinement à la dynamique de votre association.

Nous continuerons à vous accompagner dans la structuration et le développement de votre démarche RSE, au sein d'un cadre universel unique, qui trace le chemin de la responsabilité des entreprises.

André Renaudin
Président du Global Compact France

1. STRATÉGIE DU PACTE MONDIAL : ONE GLOBAL COMPACT

LE PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

Initiative spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, le Pacte mondial des Nations Unies *(United Nations Global Compact)* est un appel aux entreprises du monde entier à mettre en œuvre les Dix principes dans les domaines des droits humains, du droit du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. L'ambition du Global Compact est d'accélérer et de développer l'impact collectif mondial des entreprises, en respectant ces Dix principes et en atteignant les 17 Objectifs de développement durable (ODD), par le biais d'entreprises et d'écosystèmes responsables, qui favorisent le changement.

Une transition rapide et bien gérée vers les énergies renouvelables est la seule voie vers la sécurité énergétique, l'accès universel et les emplois verts dont notre monde a besoin. (...)

L'investissement dans l'adaptation aux changements climatiques marche. L'adaptation sauve des vies. À mesure que les effets des changements climatiques s'aggraveront (...) notre survie dépendra du renforcement des investissements dans l'adaptation.

L'adaptation et l'atténuation doivent être poursuivies avec la même vigueur et la même urgence. C'est pourquoi j'insiste pour que 50 % de l'ensemble du financement de l'action climatique soient consacrés à l'adaptation.

António Guterres
Secrétaire général de l'ONU

Kofi Annan, alors Secrétaire général des Nations Unies, avait pour la première fois émis l'idée d'un « pacte mondial de valeurs partagées » à l'occasion du Forum économique mondial de Davos en 1999 : le Global Compact fut lancé en juillet 2000 en réponse à cet appel. Avec plus de 19 000 membres, basés dans 164 pays, et 70 réseaux locaux, le Pacte mondial des Nations Unies est désormais la plus grande initiative internationale de développement durable et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

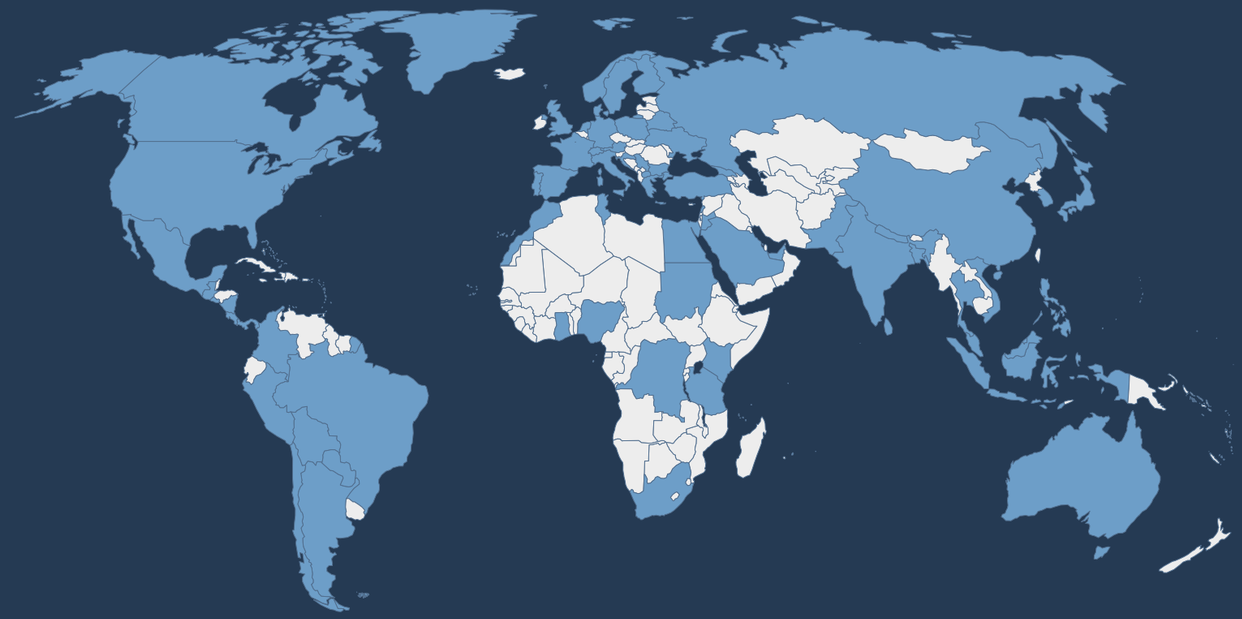
Le Global Compact est un acteur central dans l'accompagnement de ses entreprises membres pour construire un monde plus durable et inclusif. Avec le large soutien des 193 pays participants à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Pacte mondial est l'autorité universelle et le point de référence pour l'action et le leadership au sein d'un mouvement mondial croissant de durabilité des entreprises. Fort des valeurs des Nations Unies et de ses Dix principes, le Pacte mondial occupe une position unique pour accompagner les acteurs économiques dans leur transformation durable.

En décembre dernier, la 76e Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé le rôle du Global Compact comme acteur central pour accompagner les entreprises dans leurs réponses aux enjeux mondiaux les plus urgents.

Le Global Compact France, relais local officiel du Global Compact des Nations Unies, rassemble plus de 1 500 entreprises et 100 organisations à but non lucratif autour d'enjeux liés à la responsabilité sociétale et environnementale et au développement durable. Il est également mandaté par l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour accompagner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'appropriation des ODD par le monde économique français. Au quotidien, le réseau s'attache à être un lieu d'échanges sur l'ensemble des questions de RSE et à associer les principes du Global Compact à la stratégie, aux ambitions, à la culture, à la raison d'être et aux activités quotidiennes de l'ensemble de ses adhérents, quelle que soit leur taille ou leur maturité.

©United Nations

LES 70 RÉSEAUX LOCAUX DU GLOBAL COMPACT



Les 70 réseaux locaux font vivre le Pacte mondial des Nations Unies et ses Dix principes, au niveau national. Ils aident les entreprises à comprendre ce que signifie une activité responsable dans des contextes nationaux, culturels et linguistiques différents et facilitent la sensibilisation, l'apprentissage, le dialogue, l'action collective et les partenariats. Grâce à ces réseaux, les entreprises peuvent établir des liens locaux - avec d'autres entreprises et parties prenantes gouvernementales, universitaires ou issues d'ONG - et recevoir des conseils pour mettre en œuvre leurs engagements en matière de durabilité.

LES DIX PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

DROITS DE L'HOMME

1 Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'Homme

2 Veiller à ne pas se rendre complices de violations des Droits de l'Homme

NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

3 Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective

4 Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

5 Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants

6 Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi

ENVIRONNEMENT

7 Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement

8 Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

9 Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

10 Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Les Dix principes du Global Compact des Nations unies sont dérivés de : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et la Convention des Nations unies contre la corruption.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Pacte mondial est mandaté par les Nations Unies pour favoriser l'appropriation des Objectifs de développement durable par le monde économique. La participation au Global Compact s'aligne également avec les grands traités internationaux, tels que l'Accord de Paris sur le climat. Adopté en 2015 lors de la COP21, ratifié et entré en vigueur en 2016, il a pour ambition de contenir d'ici 2100 le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Le texte enjoint les États de poursuivre les efforts en direction des +1,5 °C, en équilibrant les émissions anthropiques et les capacités d'absorption naturelles de la planète, telles que les puits de carbone.

CHIFFRES

LE PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

15 000 +
entreprises

4 000 +
organisations à but non lucratif

161
pays

70
réseaux locaux

LE RÉSEAU FRANCE

1 500 +
entreprises

100
organisations à but non lucratif

60 %
de PME

2e
réseau local en nombre d'adhérents

GOUVERNANCE

Le Pacte mondial des Nations Unies est doté d'une personnalité juridique propre. Néanmoins, son Conseil d'administration est présidé par António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies. Le Conseil comprend des entreprises membres (dont Schneider Electric, représentée par Jean-Pascal Tricoire, PDG), des organisations internationales par exemple l'Organisation Internationale du Travail (OIT), des organisations de la société civile (par exemple le Fonds Mondial pour la Nature, WWF) et des représentants des réseaux locaux (comme le réseau britannique, dont le Délégué général occupe le poste de coprésident des réseaux locaux). Le Pacte mondial s'appuie sur un secrétariat permanent, dirigé par Sanda Ojiambo, Directrice générale.

Le Réseau France du Pacte mondial des Nations Unies est le relais officiel du Pacte mondial, ou United Nations Global Compact (UNGC), en France. Il agit dans le cadre d'une convention intitulée ***Memorandum of understanding*** (MOU), ainsi que des Quality Standards, qui définissent les missions et les responsabilités de chaque partie. Le réseau français agit en coordination avec le Global Compact Office (GCO), l'équipe permanente qui a reçu un mandat de l'Assemblée générale des Nations Unies pour coordonner l'activité quotidienne du Global Compact. Le réseau français repose sur une association de droit français, dont l'Assemblée générale est constituée exclusivement des membres français du Pacte mondial. L'Assemblée générale élit un Conseil d'administration qui définit les grandes orientations de l'association. Sur proposition du Président, le Conseil nomme le Délégué général, qui assure l'animation, la gestion et la représentation du réseau français, avec les équipes.

Assemblée Générale des Nations Unies

Conseil d'administration du Global Compact des Nations Unies

Présidé par le Secrétaire général des Nations Unies

Secrétariat permanent du Global Compact des Nations Unies ***(Global Compact Office)***

Global Compact France

Global Compact Réseau France

Assemblée générale

Organe suprême de gouvernance pour tous les membres.
Elle se réunit une fois par an.

Conseil d'administration

Organe de gestion et de représentation de l'antenne locale, nommé à l'assemblée générale. Il est constitué de 21 représentants et se réunit environ 4 fois par an. Le Bureau gère les affaires courantes.

Sanda Ojiambo
Directrice exécutive du Global Compact des Nations Unies

> Au Pacte Mondial des Nations Unies, nous continuons à aller de l'avant, en dépit, mais aussi en réponse aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Et je me réjouis de voir que notre initiative grandit et se consolide, grâce à un nombre toujours plus important d'entreprises membres, de partenaires, de bailleurs financiers, mais aussi grâce à l'engagement de tous en faveur du développement durable et de nos Dix principes, qui reste plus fort que jamais.

LE BUREAU Au 01/02/2022

André Renaudin
Directeur général
AG2R La Mondiale

Président

Gilles Vermot Desroches
Senior Vice-Président Citoyenneté et Relations Institutionnelle
Schneider Electric

Vice-Président en charge des grandes entreprises

Bruno Duval
PDG
SAVCO

Vice-Président en charge des PME
Trésorier par intérim

Laurence Capossele
Codirigeante
CETUP

Secrétaire

Dominique Lamoureux
Personnalité qualifiée, référent éthique

Delphine Lalu Directrice de la RSE et des Fondations, Ag2R La Mondiale | Administratice suppléante du Président
Fabienne Grall Directrice RSE, Saint-Gobain | Trésorière jusqu'en novembre 2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par ordre alphabétique, au 01/02/2022

ABALONE
repésentée par
François-Xavier Moutel PDG | administrateur
Sylvain Prioult Directeur RSE | suppléant

AG2R LA MONDIALE
repésentée par
André Renaudin Directeur général | administrateur
Delphine Lalu Directrice RSE | suppléante

ARMOR
repésentée par
Hubert de Boisredon PDG | administrateur
Annabelle Guillet Directrice RSE | suppléante

CARREFOUR
repésentée par
Alexandre Bompard PDG | administrateur
Bertrand Swiderski Directeur RSE | suppléant

CETUP
repésentée par
Laurence Capossele Codirigeante | administratrice

DANONE
repésentée par
Antoine de Saint-Affrique Directeur général | administrateur
Laurence Peyraut Secrétaire générale | suppléante

ENTREPRISES POUR L'ENVIRONNEMENT
repésentée par
Jean-Laurent Bonnafé Président | administrateur
Claire Tutenuit Déléguée générale | suppléante

JEAN HÉNAFF
repésentée par
Loïc Hénaff Président | administrateur

LEGALLAIS
repésentée par
Philippe Casenave-Péré Président | administrateur
Brigitte Delord Directrice RSE | suppléante

L'ORÉAL
repésentée par
Nicolas Hieronimus Directeur général | administrateur
Élodie Bernadi Directrice Développement durable France | suppléante

PROTECTHOMS
repésentée par
Marie-Pierre Marchand PDG | administratrice

PWC FRANCE ET MAGHREB
repésentée par
Émilie Bobin Associée, co-directrice Développement durable | administratrice

RÉSISTEX
repésentée par
Bernard Alfandari Directeur général | administrateur

SAINT GOBAIN
repésentée par
Pierre-André De Chalendar Président | administrateur
Fabienne Grall Directrice RSE | suppléante

SAVCO
repésentée par
Bruno Duval PDG | administrateur

SCARA
repésentée par
Estelle Thibaut Directrice générale | administratrice

SCHNEIDER ELECTRIC
repésentée par
Jean-Pascal Tricoire PDG | administrateur
Gilles Vermot Desroches Senior Vice-Président Citoyenneté et Relations Institutionnelle | suppléant

SUEZ
repésentée par
Bertrand Camus Directeur général | administrateur
Jean-Pierre Maugendre Directeur adjoint au Développement durable | suppléant

VEOLIA
repésentée par
Antoine Frérot PDG | administrateur
Olivier Brousse Directeur de la Stratégie et de l'Innovation | suppléant

WORLDLINE
repésentée par
Gilles Grapinet Directeur général | administrateur
Sébastien Mandron Directeur | suppléant

L'ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE

Par ordre alphabétique, au 01/03/2022

Nils Pedersen
Délégué général

Camille Bos
Chargée de l'animation des territoires

Florian Burel
Chargé de mission Environnement et PME

Émile Ezzeddine
Assistant RSE

Olivier Gil
Chargé de communication

Hadrien Kleiman
Chargé de l'administration et des instances

Maïlys Pinto
Chargée de la vie du réseau et de l'événementiel

Anthony Ratier
Responsable Droits Humains et éthique

Anne-Sophie Six
Chargée de relations membres

Luca O. Uccello
Chargé de mission RSE

Ils se sont impliqués en 2021

Fella Imalhayene | Déléguée générale (jusqu'en avril 2021)
Morgane Graffion | Chargée de mission RSE
Adeline Lahore | Chargée de la vie du réseau et de l'événementiel
Jade Chartereau | Stage communication

UN RÉSEAU QUI PEUT COMPTER SUR SES MEMBRES

Le Global Compact France remercie les membres pleinement impliqués dans la vie du réseau en 2021.

Dominique Cambette Responsable Développement Durable, Sopra Steria | Présidente du Club Advanced
Sophie Perrier Responsable Droits Humains, Michelin | Présidente du Club Droits humains
Bernard Alfandari Président de Résistex | Président du Comité Territoires
Les entreprises ambassadrices et leurs représentants :

ABALONE GROUP Sylvain Prioult
ALTEREO Christophe Laplaud / Alice Debiasi
CEPOVETT Gaël Vanneuville / Marc Jacouton
CETUP Laurence Capossele
DAMARTEX Patrick Seghin / Joséphine Biernacki
EDF HYDRO SUD OUEST Franck Darthou
GSE Jean-Michel Scuitto
GSF Christophe Cognée / Floriane Lampert
HERVÉ THERMIQUE Emmanuel Hervé / Nicolas Matos
HOROQUARTZ François Guth / Franck David
JEAN HÉNAFF Loïc Hénaff
LEGALLAIS Philippe Casenave-Péré / Brigitte Delord
RESISTEX Bernard Alfandari / Odile Collin
SAVCO Bruno Duval
SCARA Estelle Thibaut / Isabelle Williate
SOBAG Nicolas Chevalier / Astrid Bolot
TDV INDUSTRIES Paul Devilder
TESSI SA Claire Fistarol / Céline Savoy Lamotte
VERPACK Stéphane Viers / Géraldine Delaval

Merci à **Natacha Lesellier**, mise à disposition par **L'ORÉAL** d'avril à septembre 2021 à **Alicia Fouletier** et **Pierre-Jean Couton** d'**AG2R LA MONDIALE**, à **Margarida Correia** de **SAVCO** et à **Paul-Louis Sourisse** de **SCHNEIDER ELECTRIC** pour leur travail sur la relecture des CoP.

UNE ORGANISATION REPRÉSENTATIVE DU SECTEUR ÉCONOMIQUE FRANÇAIS

Par son évolution, le Global Compact France tend vers une représentation toujours plus réaliste de l'économie française. Cela est notamment visible à travers la croissance continue du nombre de PME adhérentes sur la décennie, pour atteindre aujourd'hui 60% du réseau. Le Global Compact France démontre également son inclusivité par la diversité des secteurs d'activités représentés.

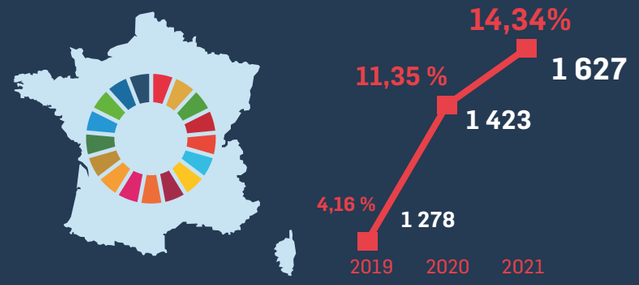
LES TROIS RAISONS QUI AMÈNENT LES ENTREPRISES DU MONDE ENTIER À REJOINDRE L'INITIATIVE

80%
Augmenter la confiance dans l'entreprise grâce à un engagement en faveur du développement durable

59%
S'appuyer sur la nature universelle des Principes

58%
Promouvoir les actions en faveur du développement durable au sein de l'entreprise

Sources : Enquête du Global Compact des Nations Unies - Accenture réalisée auprès de chefs d'entreprise (2021)



UNE CROISSANCE DES ADHÉRENTS QUI S'ACCÉLÈRE

LE POIDS DU RÉSEAU

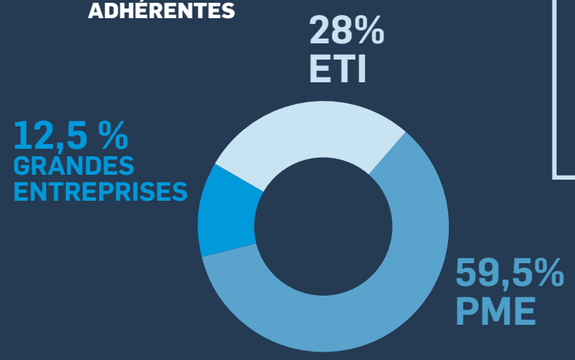
42% du PIB français
Source : Statistiques consolidées par le Global Compact France, sur la base des chiffres d'affaires mondiaux déclarés par les membres, rapportés au PIB français

46 % des salariés du secteur privé en France
Source : étude du Boston Consulting Group, (2020)

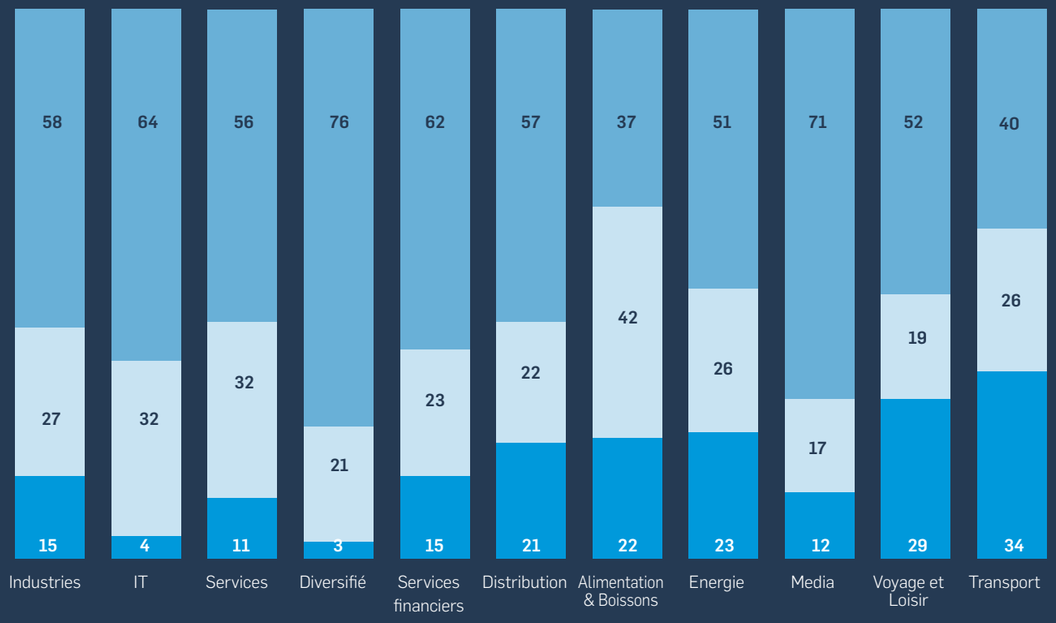
37 entreprises parmi l'indice CAC 40 (dont 35 dans le réseau français)

101 entreprises parmi l'indice SBF 120 (dont 98 dans le réseau français)

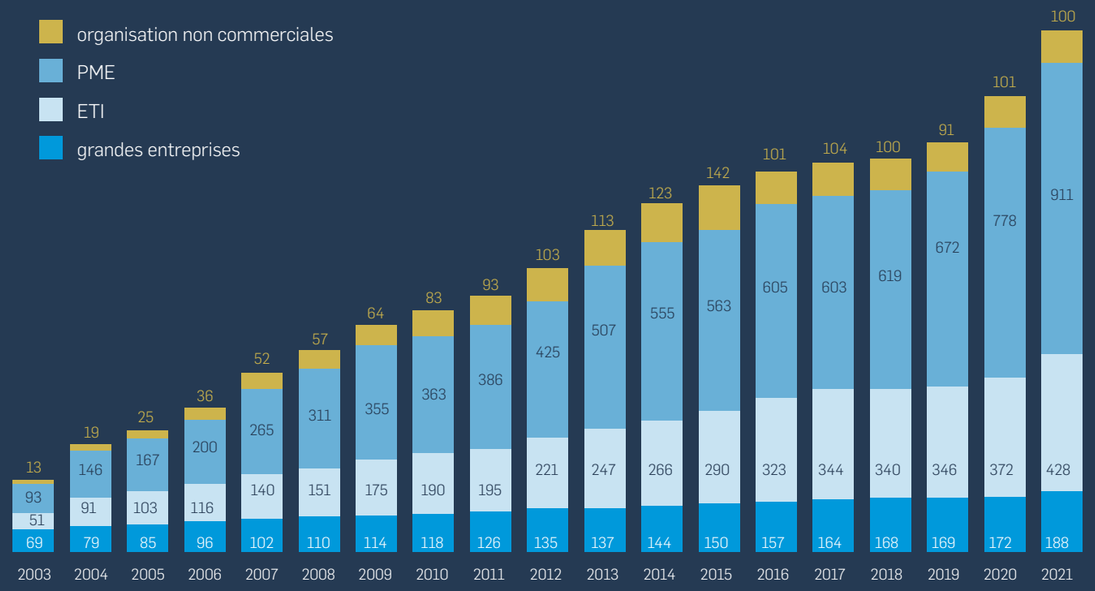
ENTREPRISES ADHÉRENTES



ENTREPRISES ADHÉRENTES PAR TAILLE ET PAR SECTEUR, EN 2021 (en %)



UN RÉSEAU EN CROISSANCE CONTINUE



Source : United Nations Global Compactparticipant database, au 03/01/2022

OFFRE D'ACTIVITÉS

À travers ses différentes actions, le Global Compact France accompagne ses membres dans la structuration de leur démarche RSE pour leur permettre de : **se connecter, apprendre, influencer et dialoguer avec leurs parties prenantes.**

Quelle que soit l'avancée de sa démarche de durabilité, chaque entreprise peut trouver des ressources pertinentes pour l'aider à accélérer ses progrès et amplifier son impact.

SE CONNECTER

Échanger avec les experts du secteur et ses pairs, grâce à un large réseau d'entreprises aux niveaux local, national et international.

La dynamique territoriale en France : permet de profiter d'événements et manifestations, tout au long de l'année, à travers les Rendez-vous en région et les Cercles régionaux, pour rencontrer les entreprises qui œuvrent en faveur d'un développement plus durable. Les entreprises ambassadrices du Global Compact France et les Cercles régionaux sont les relais locaux destinés à renforcer le maillage territorial des entreprises membres et à porter les messages du Global Compact en région.

Les évènements du Global Compact des Nations Unies : offrent une vision à l'échelle planétaire des enjeux de la RSE. En 2021, la conférence *Business Ambition for Climate Action*, diffusée en direct de la COP 26, a présenté des actions pour mettre en évidence des stratégies, afin de débloquer le financement climatique. Le *Uniting Business Live* du Global Compact, une série de quatre forums réunissant des décideurs, des experts RSE et des chefs d'entreprise, a permis de stimuler l'ambition des entreprises à atteindre les ODD et de mettre en avant les solutions coopératives et concrètes, disponibles à ce jour. Chaque année, le *Leaders Summit* du Global Compact des Nations Unies réunit des milliers de dirigeants pour réfléchir à la façon dont les entreprises peuvent apporter leur aide aux pays et aux collectivités du monde entier, dans le but de rebâtir des économies et des sociétés plus inclusives, afin de tracer la voie d'une justice sociale et de créer un monde sobre en carbone et résilient aux changements climatiques, où personne n'est laissé pour compte.

APPRENDRE

Acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour progresser et améliorer sa démarche durable. Des outils didactiques dédiés et spécialisés, adaptés à tous les niveaux de maturité, sont à la disposition de tous les membres du Global Compact France.

L'Académie : explorer la plateforme d'apprentissage académique du Global Compact des Nations Unies permet d'améliorer ses connaissances et compétences, par le biais d'un accès à des sessions de formation, des cours en ligne et des conférences ouvertes à tous les salariés de l'entreprise.

Les Revues par les pairs : ces événements réunissent, plusieurs fois par an, des entreprises adhérentes du Global Compact France, membres d'un Club du Global Compact France ou participantes à un Groupe de travail (à partir de 2022), des entreprises observatrices et des parties prenantes extérieures, provenant du monde académique et de la société civile. Le but est de confronter les actions réalisées et leurs impacts, à un regard extérieur qualifié et d'échanger pour renforcer mutuellement ses engagements.

Les relectures de communications sur le progrès (CoP) : offrent un accompagnement personnalisé pour la rédaction des CoP par d'autres adhérents et l'équipe du Global Compact France.

Les programmes du siège : le Global Compact des Nations Unies porte des programmes thématiques ou initiatiques sur des sujets variés, permettant de progresser vers un ou plusieurs objectifs spécifiques au niveau local *(Women's Empowerment Principles, Principles for Responsible Management Education, Caring for Climate, CEO Water Mandate,* Océans, Finance durable), dont certains sont déjà portés par la France *(Climate Ambition Accelerator, SDG Ambition Accelerator)* ou le seront courant 2022 *(Ocean Stewardship Coalition* et *CFO Taskforce for the SDG's).*

INFLUENCER

En intégrant le réseau du Global Compact France et en participant aux différentes initiatives en faveur d'une économie responsable auxquelles il est lié, les entreprises amplifient leur impact positif par la confrontation des idées et le partage des pratiques.

Participation au Sustainable Development Solutions Network Europe (SDSN) : le Global Compact France est membre du réseau des solutions pour le développement durable, qui a pour but de faciliter l'atteinte des ODD en mobilisant la communauté scientifique et les différents acteurs de la société civile et politique.

Participation à la Plateforme RSE : le Global Compact France est membre du Pôle des entreprises et du monde économique de la Plateforme RSE et, à ce titre, a participé aux travaux qui ont conduit à la publication le 15 décembre de 31 recommandations pour le développement de la RSE en 2022.

Participation à la Plateforme Impact du gouvernement français : le Global Compact France fait partie des dix réseaux et collectifs d'entrepreneurs qui s'engagent avec le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance pour amplifier la dynamique de publication des données de performance Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG) des entreprises, en signant une charte d'engagements visant à mobiliser largement les entreprises volontaires à publier leurs indicateurs ESG sur impact.gouv.fr.

Coline Fromont
Responsable projets RSE et Développement Durable, Socomec

> L'adhésion au Global Compact France nous a tout d'abord permis de communiquer sur nos engagements et sur les Dix Principes et les 17 ODD, auprès de nos clients, collaborateurs et parties prenantes. Nous nous appuyons désormais sur le réseau pour répondre à notre enjeu majeur, à savoir mesurer l'impact de nos activités et de nos actions à l'aune de l'Agenda 2030.

DIALOGUER

Instaurer la confiance en mesurant et en démontrant aux parties prenantes les progrès réalisés en matière de développement durable.

La publication annuelle de la Communication sur le Progrès (CoP) est un engagement des adhérents au Global Compact. La CoP permet de communiquer sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Dix Principes et l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable. Applicable à toutes les structures dès 2023, la nouvelle CoP standardisée permettra aux entreprises participantes de construire une crédibilité, d'améliorer continuellement leurs performances et de comparer les progrès par rapport à leurs pairs, grâce à un accès à l'une des plus grandes sources de données harmonisées, cohérentes et comparables sur la durabilité des entreprises.

2. UNE ANNÉE DE TRANSFORMATION POUR LE GLOBAL COMPACT FRANCE

L'année 2021 a été marquée par une profonde transformation au sein du Global Compact France avec d'une part, le renouvellement et l'étoffement de l'équipe et d'autre part, l'expression d'une nouvelle ambition. Amorcée en 2020, celle-ci est retranscrite en 2021, entre autres, par de nouvelles procédures et la mise en place de nouveaux outils au service des adhérents, en alignement avec la nouvelle stratégie portée par le secrétariat du Pacte mondial.

DES AMBITIONS RENFORCÉES

Les entreprises sont aujourd'hui au cœur des transformations : changements climatiques, tensions sur les chaînes d'approvisionnement, réponses à la crise de la Covid-19 et aux préoccupations de plus en plus fortes de la société civile à leur encontre et, bien évidemment, atteinte des Objectifs de développement durable.

La stratégie du Pacte mondial des Nations Unies évolue au plus près des besoins de ses membres, pour les accompagner sur la voie du progrès.

Dans son sillage, le réseau français opère une profonde transformation en renforçant ses effectifs, en basculant vers un nouveau logiciel de gestion des membres, mutualisé avec le siège, et en déployant de nouveaux outils numériques, qui seront mis en ligne à partir du deuxième trimestre 2022. Son ambition est de réaffirmer l'importance de la vie de son réseau, afin de replacer les adhérents au cœur de l'action. Ce faisant, l'objectif est d'amplifier son offre de services aux membres et de leur donner plus de moyens de progresser dans leur démarche RSE, quels que soient leur niveau de maturité, leur taille ou leur localisation.

LES MEMBRES AU CŒUR DE LA VIE DU RÉSEAU

Jusqu'à 2021, l'animation du réseau s'exprimait principalement à travers trois organes :

Le Club CG Advanced, rassemblant plus de 100 entreprises reportant au niveau Advanced ou souhaitant le faire, le Club a été un espace de dialogue collectif, accueillant des experts de manière à mettre en œuvre les 21 critères du niveau de reporting CG Advanced.

Le Club Droits humains, lieu de réflexion et d'échanges dédié à la prévention des risques en matière de droits humains, ce Club avait pour objectif de promouvoir les bonnes pratiques et la diffusion d'expertises spécifiques.

Le Comité Territoires, regroupant des PME ambassadrices, promeut et diffuse les valeurs du Global Compact dans les territoires. Il a offert, par ailleurs, un rôle de représentant à ces entreprises au sein du Global Compact France.

LA NOUVELLE ORGANISATION EN GROUPES DE TRAVAIL

Après avoir fait le constat que les activités proposées aux adhérents devaient évoluer de manière à couvrir davantage de thématiques, devenir plus inclusives et être dédiées à l'ensemble des structures membres, il a été décidé en 2021 de réorganiser les clubs et comités en groupes de travail. Chaque groupe se voit ainsi attribuer une thématique et un rôle propre. Aux groupes de travail vient s'ajouter le Programme transitions écologiques et environnement, destiné à traiter les questions liées au climat, à l'écologie et à la biodiversité.

Cette transformation, répondant aux attentes exprimées des adhérents, va stimuler la dynamique associative, par la mise à disposition d'une offre d'engagement élargie. Elle doit permettre à tous les adhérents du Global Compact France, quelle que soit leur taille ou leur niveau de maturité, de s'impliquer dans la vie de l'association, en participant aux activités qui les concernent directement, afin d'échanger, transmettre et trouver des réponses à leurs interrogations. C'est aussi un moyen de faire vivre les valeurs du Pacte mondial des Nations Unies sur tout le territoire français.

Chaque groupe de travail est animé par un adhérent et un chargé de mission du Global Compact France. Ces espaces d'échange ont pour but de favoriser une transmission plus large des méthodologies, expériences et bonnes pratiques, ainsi qu'un meilleur dialogue entre les structures de tailles différentes. Au-delà de ces échanges, il s'agit de permettre à chaque adhérent d'appréhender concrètement les difficultés rencontrées par d'autres, à tous les niveaux de développement, pour inspirer sa propre démarche.

1. GROUPE DE TRAVAIL RSE

S'inscrivant dans la lignée du Club GC Advanced, le Groupe de travail RSE offre à tout adhérent un espace de débat, dans une approche systémique et méthodologique de la RSE.

Chaque membre peut trouver ici des solutions concrètes à ses préoccupations, à partir de trois actions, guidées par les tendances de la RSE dans le monde :

- informer sur les évolutions systémiques et règlementaires du monde de la RSE ;
- valoriser les bonnes pratiques et les innovations ;
- décrypter les opportunités provenant de la transition juste.

Ce groupe permet d'échanger entre membres du Global Compact France, mais aussi avec des experts et personnalités du monde de la RSE et les institutions internationales.

Loïc Hénaff
Président-directeur général, Groupe Jean Hénaff,
Administrateur du Global Compact France

« Je crois beaucoup au rôle des entreprises dans les progrès de la société. Le Groupe Jean Hénaff s'est toujours engagé en ce sens. Aujourd'hui, notre démarche responsable à impact positif Begood 2030 est labellisée RSE Bretagne 26000. Cette évolution de la RSE dans notre groupe, que j'ai pilotée, m'aide à porter un regard sur ce qui est à notre portée. Je serai attentif à ce que l'on attende des entreprises des pratiques à la fois réalistes, mais aussi suffisamment exigeantes pour avoir un impact réel. »

SDG AMBITION ACCELERATOR

Le Global Compact des Nations Unies, en lien avec Accenture et SAP, a développé une série d'ateliers en ligne intitulé SDG Ambition Accelerator pour permettre aux adhérents de :

- prioriser les actions qui amélioreront les contributions des entreprises aux ODD ;
- fixer des objectifs plus ambitieux en matière d'ODD, basés sur les meilleurs standards ;
- les intégrer à leurs systèmes de gestion.

Ce programme est également l'occasion pour les entreprises d'échanger sur leurs actions en faveur des ODD avec d'autres entreprises du réseau. Cette série d'ateliers en ligne a débuté en octobre 2021 et prendra fin en mai 2022. Elle réunit en France 28 entreprises participantes, contre 22 lors de la première session tenue entre octobre 2020 et mai 2021.

Alina Cazacu
Directrice inclusive business, Sodexo

« L'accélérateur permet aux entreprises d'identifier des stratégies innovantes qui peuvent impacter de manière significative les ODD. Les outils mis à disposition aident les entreprises à accélérer leur transformation, en créant de la valeur à long terme pour elles et leurs parties prenantes au sens large. C'est également une opportunité pour des entreprises telles que Sodexo d'échanger sur nos actions en faveur des ODD, avec d'autres membres du réseau Global Compact France. »

Nasser Kahil
Group Compliance Director - Directeur Conformité, Lyreco

> Lyreco est membre du Global Compact depuis 18 ans. Durant toutes ces années, le Global Compact a constitué un vrai partenaire dans la mise en place et le suivi de nos stratégies de Développement Durable. Notre participation au Club Droits humains a été essentielle pour la mise en place et le renforcement de nos systèmes en matière de conformité de devoir de vigilance ou par rapport à nos programmes Anti-Corruption et Éthique.

Armelle Perrin-Guinot
Directrice adjointe du développement durable, Veolia, Administratrice du Global Compact France

> La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les ODD (...). Nous la mettons en œuvre à travers la performance plurielle, qui vise l'équilibre de l'ensemble des performances financières, environnementales, commerciales, sociales et sociétales de l'entreprise. En démontrant qu'elle apporte des solutions aux enjeux sociétaux, l'entreprise légitime son utilité. C'est un levier de performances pour nos parties prenantes, par exemple pour répondre aux attentes de nos clients ou attirer de nouveaux collaborateurs.

2. GROUPE DE TRAVAIL DROITS HUMAINS

Évolution naturelle du Club Droits humains, ce groupe examine les enjeux des ressources humaines, mais aussi de la RSE ou des politiques Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE). Il a pour but la prévention des risques des droits humains au sens large, au sein des entreprises et dans leurs relations avec toutes leurs parties prenantes.

Ici sont abordés librement entre adhérents, experts et personnalités du monde de la RSE, des sujets comme le dialogue social, la diversité ou la responsabilité sociale dans les rapports aux fournisseurs ou aux clients et leurs conséquences sur le plan humain. Les meilleures pratiques des membres du groupe de travail sont largement partagées à travers un certain nombre d'outils et de témoignages.

Les adhérents accèdent par ce biais aux préconisations, expertises et documentations concernant les problématiques abordées par les autres agences des Nations Unies, comme l'Organisation internationale du travail (OIT) ou l'UNICEF, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) ou les organisations syndicales. Ce groupe de travail déploiera sa pleine action en 2022, en axant son travail sur la taxonomie sociale et les socles de protection sociale.

Par ailleurs, le Global Compact France a renforcé en 2021 ses liens avec le monde académique et la société civile, à travers les revues par les pairs spécial Plan de vigilance ou les interventions au sein du Club Droits Humains.

En 2021, les activités autour des droits humains se sont poursuivies au Global Compact France avec notamment trois réunions du Club Droits humains autour de la prévention du harcèlement, de la liberté syndicale et de la solidarité (réunion commune avec le Club GC Advanced), qui ont réuni près d'une centaine de personnes. Le Global Compact France a également accompagné de manière personnalisée plus d'une dizaine d'entreprises sur les questions spécifiques des droits humains et du devoir de vigilance.

FOCUS ANTICORRUPTION

L'année 2021 s'est traduite par un accompagnement pratique et didactique sur le thème de l'anticorruption avec, notamment, deux grands webinaires, suivis par 70 personnes, autour de la mise en place d'une démarche anticorruption, en particulier dans les PME, ainsi que sur les enjeux de la lutte contre la corruption en 2022. Le Global Compact France a également réaffirmé son partenariat avec *Transparency International France* en matière de lutte contre la corruption.

Laurence Gendry
Responsable RSE, Groupe Partnaire

> Grâce au soutien de notre directeur général, nous avons mis en place une formation en e-learning sur les risques liés à la corruption. Le parcours s'adresse à tous les collaborateurs identifiés comme exposés aux risques, Président et membres du comité de direction inclus, en dédramatisant le concept même d'anticorruption et en expliquant pourquoi il est nécessaire de suivre cette formation. Si un collègue a une question, c'est en interne qu'il obtiendra une réponse. Nous sommes les garants de la confiance que nous portent nos parties prenantes. Il est donc inenvisageable de les décevoir par un comportement non approprié.

3. GROUPE DE TRAVAIL CoP

Ce groupe de travail est un espace dédié à l'amélioration de la communication des adhérents par rapport à leurs progrès réalisés. Il permet de transmettre et expliquer des méthodologies et des processus d'évaluation. En complément, il propose une assistance quant au choix des indicateurs de performance RSE les plus pertinents.

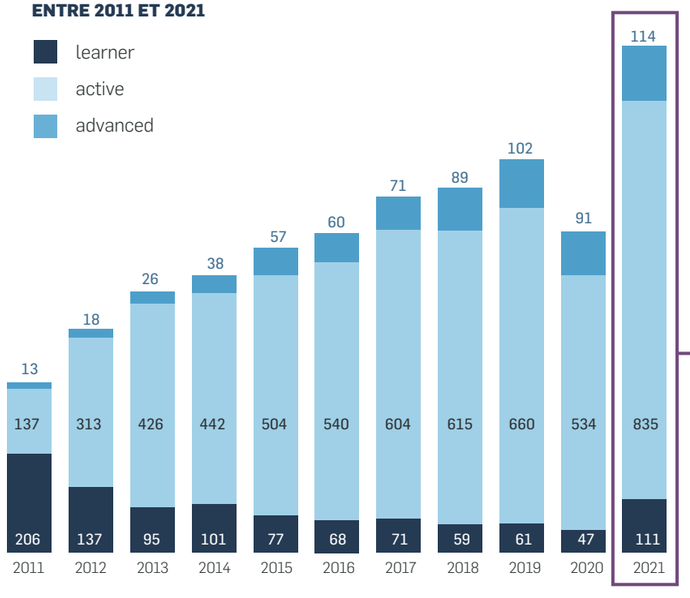
Il s'agit également de bien mesurer, dans ce groupe, les enjeux du reporting, en lien avec les autres expertises au sein du Global Compact.

Animé par les adhérents du Global Compact France, ce groupe de travail a pour objectifs :

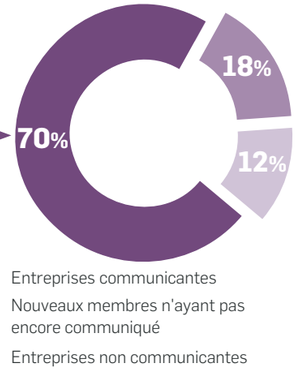
- de former les nouveaux membres à la Communication sur le Progrès ;
- de faire progresser les membres déjà engagés dans cette démarche ;
- de partager les bonnes pratiques ;
- de faire bénéficier chacun de l'expertise des membres les plus avancés dans ce domaine.

Le réseau français se place au 1er rang mondial
en nombre d'entreprises réalisant le reporting au niveau GC Advanced (119 en 2021).

RÉPARTITION DES COP PUBLIÉES PAR LES ENTREPRISES, ENTRE 2011 ET 2021



ÉTAT DES LIEUX EN 2021



Depuis 2011, les CoP sont classées en trois niveaux : ***Learner, Active*** et ***Advanced***. L'écart entre le nombre de membres et le nombre de CoP publiées s'explique par le délai d'un an accordé aux nouveaux membres pour communiquer et par la présence d'entreprises non-communicantes. Les organisations à but non lucratif n'ont pas été prises en compte dans ce graphique.

Lors de l'épidémie de Covid-19 en 2020, les membres ont reçu un délai supplémentaire de 9 mois pour publier leur CoP, ce qui explique en partie la variation des publications, à la baisse en 2020 et à la hausse en 2021.

4. GROUPE DE TRAVAIL GOUVERNANCE

Ce groupe permet d'aborder les liens entre éthique, gouvernance et RSE dans les pratiques entrepreneuriales, à partir de sujets comme l'exemplarité, la répartition des pouvoirs, les voies au chapitre ou la transmission de l'entreprise, notamment pour les PME.

Créé en 2021, ce groupe de travail déploiera son action en 2022. En effet, en préambule à son lancement, les premiers membres du groupe, accompagnés par l'équipe du Global Compact France, finalisent un état des lieux de l'évolution des débats autour de la gouvernance des entreprises, notamment à partir de la loi Pacte, de manière à opérer le lien avec les obligations de reporting sur ces questions dans la nouvelle Communication sur le Progrès. Il fait échos aux orientations du siège et de la nouvelle CoP 2023.

Par ailleurs, ce groupe de travail s'est donné pour mission de réfléchir collectivement au sein du Global Compact France sur la place des salariés et de démontrer que la question de la gouvernance n'est pas un sujet réservé aux grandes entreprises, mais bien un enjeu social majeur dans chaque structure.

5. GROUPE DE TRAVAIL TERRITOIRES

S'appuyant sur les travaux du Comité Territoires, ce groupe de travail rassemble les acteurs de la dynamique territoriale du Global Compact France. Il rassemble les entreprises ambassadrices et les animateurs de cercles souhaitant s'investir dans la dynamique territoriale du Global Compact France et échanger autour des enjeux de cette mobilisation.

Il s'agit non seulement de promouvoir les actions du Global Compact France au niveau local, mais aussi de fédérer les entreprises d'un même territoire autour des Objectifs de développement durable et de l'Agenda 2030.

Les objectifs du Groupe de travail Territoires sont :

- d'assurer une cohérence des actions au niveau territorial alignée avec la stratégie du Global Compact France ;
- de faire remonter les besoins des territoires auprès des équipes du Global Compact France ;
- de proposer des outils facilitant la mobilisation des membres et la prospection dans les régions ;
- d'être force de proposition sur des initiatives encourageant la dynamique territoriale du Global Compact France.

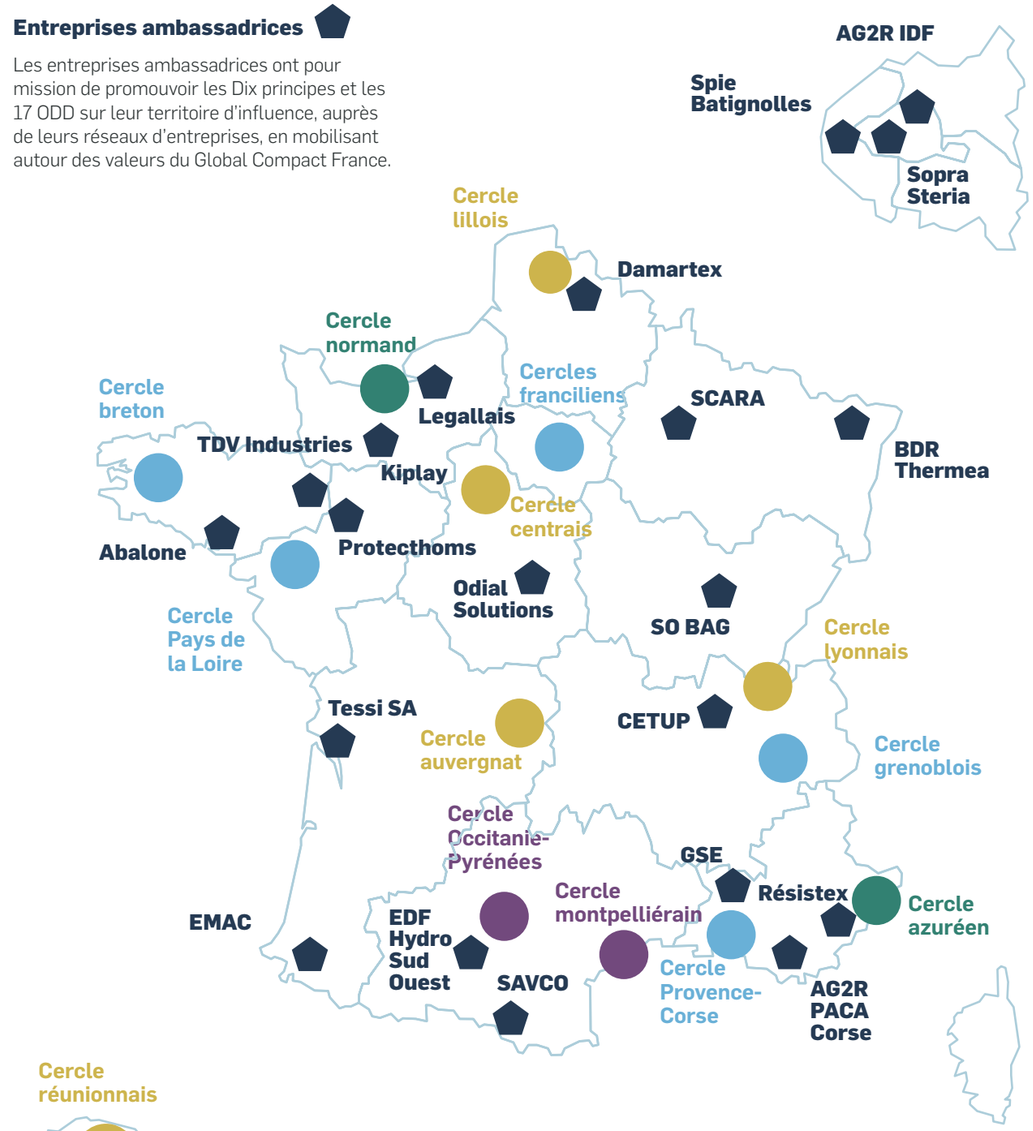
Jean-Michel Scuitto
Directeur Risques, Audit, Éthique et RSE, GSE

« Le fait qui a le plus marqué ma fonction d'ambassadeur du Global Compact France en 2021 est sans conteste ma participation à la 5e conférence régionale des acteurs de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, à Manosque. J'y ai rappelé que l'ODD 1 était la Lutte contre la Pauvreté et que les actions des entreprises étaient essentielles dans l'insertion et la lutte contre l'exclusion, en constatant que les liaisons entre les entreprises engagées et les administrations ou services de l'État étaient souvent difficiles. À cette occasion, j'ai pu mesurer l'implication sans réserve des acteurs locaux dans ces domaines. »

CARTE DES ENTREPRISES AMBASSADRICES 2022 - 2024 ET DES CERCLES RÉGIONAUX

Entreprises ambassadrices

Les entreprises ambassadrices ont pour mission de promouvoir les Dix principes et les 17 ODD sur leur territoire d'influence, auprès de leurs réseaux d'entreprises, en mobilisant autour des valeurs du Global Compact France.



Cercles régionaux

Les cercles régionaux sont des espaces permettant aux membres d'échanger autour de leurs bonnes pratiques liées aux Dix principes et des enjeux liés à leur territoire. En lien avec la Chargée de l'animation des territoires, les entreprises animatrices des cercles proposent des sujets et des intervenants pour les réunions de cercles.

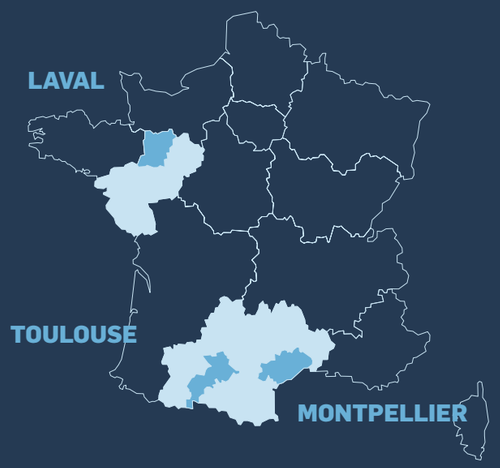
- Lancé en 2019
- Lancé en 2021
- Lancement en 2022
- En réflexion

LE GLOBAL COMPACT FRANCE AU CŒUR DES TERRITOIRES

Tout au long de l'année, le Global Compact France organise des événements à travers la France, afin de promouvoir les Dix principes du Global Compact, ses programmes et les actions de ses membres. Les étapes du Tour de France du Global Compact deviendront en 2022 les « rendez-vous en région ».

15 novembre : étape à Laval et lancement du Cercle Pays de la Loire

13 octobre : étape au Bazacle de Toulouse pour le lancement du Cercle Occitanie Pyrénées



29 septembre : étape à Montpellier pour le lancement du Cercle montpelliérain, avec la métropole 3M

UNE DYNAMIQUE TERRITORIALE RENFORCÉE

Le Global Compact France accorde une importance fondamentale aux dynamiques territoriales, favorisant l'appropriation des enjeux du développement durable par les tissus économiques régionaux. Tout au long de l'année, le réseau local français organise des événements à travers le pays, pour promouvoir les Dix principes du Pacte Mondial et valoriser les bonnes pratiques de responsabilité sociétale de ses membres. Le Global Compact France part ainsi à la rencontre des femmes, des hommes et des entreprises, qui œuvrent en faveur d'un développement plus durable sur les territoires, à l'occasion d'étapes du Tour de France, qui deviennent en 2022 les *Rendez-vous en région*.

Le Pacte mondial des Nations Unies reconnaît la nécessité d'une couverture géographique plus large du territoire. En France, la dynamique territoriale a été relancée dès que possible en 2021 et trois étapes du Tour de France ont pu être organisées entre septembre et novembre. 95 personnes étaient réunies à Montpellier, 130 en ligne pour l'étape de Toulouse et 90 à Laval.

Fédérer les acteurs du territoire autour des enjeux de l'Agenda 2030, tel était le sens de l'événement organisé avec Montpellier Méditerranée Métropole, qui entend favoriser l'appropriation des ODD par le tissu économique local. À l'occasion du lancement du Cercle toulousain, la RSE fut abordée sous le prisme de la performance par l'application des petits pas et du bon sens paysan. À Laval, la soirée était consacrée aux Objectifs de développement durable comme source de création de valeurs.

Ces événements sont l'occasion d'aborder de façon très concrète la mise en œuvre d'une politique RSE et des Dix principes. Essaimer le savoir-faire des uns et des autres, trouver des solutions opérationnelles à travers le partage d'expériences, apprendre des réussites, mais aussi des échecs, identifier les marges de progression. La diversité d'acteurs permet de concentrer le débat sur des actions et préoccupations très concrètes. Ces rencontres réunissent des entreprises engagées de longue date et d'autres, pour qui la démarche est plus récente. Ces moments permettent de progresser ensemble et de donner envie à des entreprises, pas encore totalement engagées dans une démarche RSE, de se lancer, en démystifiant l'engagement RSE et en montrant que l'on peut mettre en place rapidement des solutionspratiques. Chaque structure peut développer ses propres solutions, en appréhendant la RSE comme un investissement qui crée de la valeur.

Les différents retours d'expérience sont autant de preuves de la pertinence des démarches RSE. Ces événements prouvent la capacité des membres d'échanger, de partager et de progresser ensemble dans l'intégration des ODD et des Dix principes à leur stratégie d'entreprise. Ces expériences et bonnes pratiques sont précieuses. Elles servent d'exemple pour les membres et, plus largement, pour toutes les entreprises intéressées par la mise en œuvre d'une démarche plus responsable.

Bruno Duval
PDG, Savco
Vice-Président en charge des grandes entreprises et Trésorier par intérim, Global Compact France

« Le Global Compact est un lieu pour créer des communautés d'échange entre pairs sur des sujets précis, pour se renouveler et ne pas épuiser ses forces. Aborder des nouveaux sujets avec une certaine vulgarisation offre une compréhension rapide pour une mise en application directe, aussi pour les PME. Exemple : avec un objectif donné au service QHSE de suppression de pénibilité dans les tâches, nous avons modifié nos procédés, ce qui nous a apporté, in fine, une meilleure santé au travail et des gains de qualités, tout en changeant l'image de SAVCO. C'est donc bien une démarche de performance économique. »

Blandine Peillon
Présidente, Jours de Printemps

« La différence d'approche RSE entre Grandes Entreprises et PME réside dans les moyens, mais aussi dans la politique de décision. La grande entreprise s'organise avec des services RSE, confiés à la communication ou aux RH de façon très stratégique. Dans les PME, la RSE est très souvent portée par la direction, qui s'engage directement auprès des parties prenantes, avec la vision et la responsabilité de son impact. Elle choisit ses actions par affinité et décide avec son comité de direction. La mise en place est plus rapide, mais parfois moins stratège pour mesurer et communiquer. »

6. GROUPE DE TRAVAIL GRANDES ENTREPRISES ET PME

Améliorer les relations entre grandes entreprises et PME est une des voies nécessaires à emprunter, unanimement identifiée par les experts, pour atteindre les ODD d'ici 2030. La crise de la Covid-19 est d'ailleurs venue rappeler à chacun la nécessité fondamentale de la qualité des échanges entre tous les acteurs économiques d'une même chaîne d'approvisionnement, dans de justes rapports d'équilibre.

Ce groupe de travail va donc venir renforcer le dialogue entre les structures de tailles différentes, pour une meilleure compréhension mutuelle et une meilleure diffusion des objectifs et bonnes pratiques des unes et des autres.

Le projet porté par ce groupe est :

- d'identifier les pistes d'amélioration des relations entre GE et PME ;
- d'utiliser le levier de la RSE dans la relation fournisseur-client, notamment par le biais des achats responsables ;

Cette deuxième thématique est d'ailleurs l'objet de la première étude du groupe de travail, à l'initiative de ses premiers participants.

Élodie Bernadi
Directrice Développement Durable, L'Oréal France
Administratrice du Global Compact France

« Dès 2013, le Groupe L'Oréal a mené une transformation en profondeur de ses activités, afin de réduire ses impacts sur toute la chaîne de valeur. En 2020, avec L'Oréal pour le Futur, le groupe a su cadencer son action et prioriser les grands sujets d'impact. C'est à ce titre que nous partageons notre vision, notre savoir-faire et notre organisation en matière de transformation durable, avec toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, afin de les aider à entamer leur propre transformation. Notre participation au Global Compact en est la parfaite illustration. »

7. PROGRAMME TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENT

Créé en 2021 sous l'impulsion du Conseil d'administration, le Programme Transitions Écologiques et Environnement du Global Compact France joue un rôle de catalyseur et d'outilleur sur les sujets climat, environnement et biodiversité. Pour se renseigner et se former, les entreprises auront accès à des fiches thématiques sur tous les sujets liés à l'environnement, tels que le bilan carbone, la compensation carbone, la biodiversité, les océans, les déchets, les pesticides, la préservation, la protection juridique des écosystèmes, l'économie circulaire, la mobilité, le lien avec les ODD, la taxonomie européenne, le green IT, les limites planétaires, la sobriété, le reporting, etc. Elles trouveront aussi de la documentation sur les textes fondamentaux et de la veille d'information et d'actualités, notamment lors des différentes COP.

De plus, du contenu événementiel est proposé, favorisant le témoignage d'entreprises par retour d'expérience : webinaire, atelier, table ronde, intervention et présentation d'experts et d'outils, réunion lors des Cercles régionaux du Global Compact France, etc.

Les entreprises peuvent également s'engager parmi la liste d'initiatives françaises partenaires de l'association ou programmes du siège du Global Compact. Enfin, le programme Environnement propose un accompagnement sur les outils liés à l'environnement plus profonds, tels que l'initiative Science-based Target ou certains *Accelerators* du Global Compact.

SCIENCE BASED TARGETS INITIATIVE

Lancée en juin 2015, l'initiative ***Science Based Target***s (SBTi) est un projet conjoint du ***Carbon Disclosure Project*** (CDP), du Global Compact des Nations Unies, du ***World Resources Institute*** (WRI) et du ***World Wildlife Fund*** (WWF).

L'initiative vise à encourager les entreprises à définir des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en cohérence avec les préconisations scientifiques. Il s'agit de promouvoir des stratégies alignées sur le niveau de décarbonation requis pour maintenir l'augmentation des températures mondiales en deçà de 2°C par rapport aux températures préindustrielles, conformément aux recommandations du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et à l'Accord de Paris sur le Climat.

L'initiative a dévoilé une nouvelle stratégie pour élever l'ambition minimale des objectifs des entreprises et validera, à partir de juillet 2022, uniquement les stratégies répondant à un objectif de réchauffement de 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels.

Marie-Pierre Bousquet-Lecomte
Directrice de l'implémentation SBTi, Danone

« Notre objectif est d'accélérer la mise en œuvre de notre stratégie One Planet, basée sur quatre piliers : le climat, le cycle de l'eau, l'économie circulaire et l'agriculture régénératrice. Cette stratégie s'inscrit dans une démarche plus large, en lien avec notre raison d'être « apporter la santé par l'alimentation au plus grand nombre » et en cohérence avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies. »

LE GLOBAL COMPACT FRANCE EN ACTION

Dans un contexte sanitaire inédit, le Global Compact France s'est adapté pour garantir la continuité de son accompagnement, en proposant de nombreuses rencontres en ligne et en y participant. La dynamique numérique enclenchée en 2020 a perduré et s'est renforcée. Les événements physiques ont pu reprendre au cours du second semestre. Le Global Compact France a alors articulé une offre de programmes entre rencontres physiques et en ligne.

46 participants aux webinaires du Global Compact France en moyenne

JANVIER

8 janvier
Labels RSE, comment s'y retrouver ?

Au cours de ce webinaire a été présenté le rapport ***Labels RSE, accompagner les entreprises et donner confiance à leur parties prenantes*** rédigé par Jean-Paul Chapron, Président d'ASI, Coralie Dubost, Député de l'Hérault, rédactrice de la Loi pacte et Fella Imalhayene, ancienne Déléguée générale du Global Compact France. Frédérique Lellouche, présidente de la Plateforme RSE a également présenté les conclusions d'une expérimentation de labels sectoriels, à laquelle ont participé plus d'une quinzaine de fédérations.

12 janvier
ODD et leadership : nouveau vocabulaire de la performance économique pour les dirigeants

Chaque année depuis 2019, le Global Compact France, en partenariat avec PwC France et Maghreb, fait le point de l'appropriation des ODD par les entreprises françaises. Les intervenants ont évoqué l'évolution du rôle de l'entreprise et de la notion de performance, en particulier le rôle des ODD comme grille de lecture de cette performance.

FÉVRIER

27 janvier
Webinaire - Le financement de l'Agenda 2030 par le secteur privé - Quelles recommandations ?

À l'occasion des 5 ans de l'Accord de Paris, le Global Compact France a organisé une réunion de restitution de l'étude sur le financement des ODD, menée avec PwC France et Maghreb et l'Orse, sur les moyens que les acteurs économiques consacrent au financement des 17 ODD.

18 février
Webinaire - Entreprises, offrez une sensibilisation gratuite aux ODD à vos collaborateurs

Animé par PikPik Environnement, ce webinaire avait pour objectif de faire découvrir ou redécouvrir les ODD : comment et pourquoi ils sont apparus et ce qu'ils recouvrent comme thématiques, comment les entreprises s'en saisissent, mais aussi comment chacun, et en particulier les salariés, peut se les approprier et y contribuer.

MARS

3 mars
Intervention Labels RSE pour le C3D

La Déléguée générale du Global Compact France est intervenue lors d'une session du groupe de travail ***Politique RSE et reporting*** du C3D, dans le cadre de la remise du rapport sur les labels RSE à Olivia Grégoire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, pour lequel le Global Compact France était co-rapporteur.

MAI

28 mai
Webinaire sur les ODD avec Les Premières

Anthony Ratier, Responsable droits humains et éthique, a participé à ce webinaire organisé par l'association d'empowerment féminin ***Les Premières***, à l'occasion de l'événement annuel dédié aux entrepreneures innovantes, le ***Make Her Day***, sur le thème ***Femmes entrepreneures et ODD.***

MAKE HER DAY
BY LES PREMIÈRES

JUIN

22 juin
17 objectifs pour sauver le monde : s'engager et participer à la réussite des ODD

Laurence Capossele, Secrétaire du Global Compact France, a participé à cette masterclass organisée par la Jeune Chambre Economique Française.

23 juin
Webinaire Achats responsables

Dans le prolongement du Groupe de travail grandes entreprises et PME, le Global Compact France a proposé aux membres un webinaire sur les enjeux des achats responsables au sein des entreprises de toutes tailles. L'événement a été animé par trois membres du Bureau : Fabienne Grall, Bruno Duval et Laurence Capossele.

29 juin
Webinaire sur le travail des enfants

Les réseaux britannique et américain du Global Compact ont proposé en 2021 une série de webinaires sur l'élimination du travail des enfants. Le Global Compact France a proposé une traduction simultanée à l'occasion du webinaire consacré aux liens entre secteur informel et chaînes d'approvisionnement.

JUILLET

7 juillet
Réunion du Cercle azuréen du Global Compact France

Une réunion du Cercle azuréen s'est tenue au Bar-sur-Loup, dans les locaux de l'entreprise MANE. Organisée par les entreprises ambassadrices Résistex et GSF, elle avait pour thème ***Quelle contribution à la trajectoire vers la neutralité carbone ?***

9 juillet
Forum politique de haut-niveau sur le développement durable

Sanda Ojiambo, Directrice exécutive du Global Compact, a participé à l'événement organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et consacré aux partenariats pour une relance inclusive et résiliente, soulignant les actions menées dans ce pays et rappelant l'implication de la France aux côtés de la branche française du Global Compact. Gilles Vermot Desroches, Vice-Président du Global Compact France chargé des grandes entreprises, est intervenu durant la session ***Vision et priorités de la société civile, du secteur privé et d'autres grands groupes et parties prenantes : atteindre les ODD en période de reprise.*** Nils Pedersen a participé à la formation des fellows de la Délégation française jeune au Forum de haut-niveau sur le développement durable, organisée par l'Institut Open Diplomacy.

13 juillet
Webinaire - Développer une démarche anticorruption dans sa PME

Dans le cadre de l'entrée en vigueur de la loi Sapin II et des nouvelles exigences pour lutter contre la corruption qui en découlent, le Global Compact France a proposé un webinaire animé par trois membres, dédié à la mise en place d'un système anticorruption dans les PME.

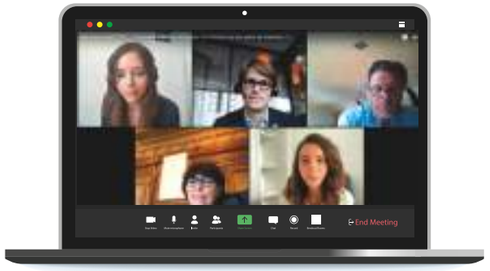
AOÛT

2-3 septembre
Forum Mondial 3Zéro

Le Forum Mondial 3Zéro, tenu à Paris, a rassemblé 5 700 participants, dont 1 700 au Palais Brongniart et plus de 4 000 personnes en ligne. Le Délégué général du Global Compact France a participé à la table-ronde ***ODD : Regards croisés sur la décennie de l'action.***

14 septembre
+1, pour une écologie en actions

Lancé le 14 septembre par Veolia, le collectif ***+1, pour une écologie en actions*** est composé de 50 parties prenantes (salariés, clients, investisseurs, fournisseurs, ONG, experts, citoyens, etc.), parmi lesquelles figure le Global Compact France, venant réfléchir ensemble et de manière décloisonnée aux premiers pas pour lancer une dynamique commune au service de la transformation écologique.



16 septembre
En quête de demain

Le Global Compact France a participé à la table ronde ***Comment vraiment embarquer les français sur les sujets de transition ?*** organisée par Sparkews. Cet événement fut l'occasion de rappeler que *« les ODD reflètent les ambitions de responsabilité sociale et environnementale dont dépend l'avenir des entreprises ».*

SEPTEMBRE

3 au 11 septembre
Congrès biodiversité UICN Marseille

Le Global Compact France était présent au Congrès mondial de la Nature UICN, aux côtés d'Entreprises pour l'environnement, qui présentait le bilan des deux premières années de son initiative ACT4Nature International.

16 septembre
Livre vert RSE, une approche pragmatique

Le Global Compact France a signé la préface du Livre vert RSE de l'Association L'Oréal Alumni, présenté le 16 septembre. L'occasion de rappeler que, *« à l'instar de l'ODD 17 qui encourage les partenariats publics / privés, la coopération entre les États, avec les organismes de recherche scientifique, le « monde d'après » invite les entreprises, notamment à travers leur engagement et de leur ancrage territorial, à mieux coopérer entre elles et avec d'autres parties prenantes. »*

16-17 septembre
Salon Produrable

Le Global Compact France a tenu un stand les 16 et 17 septembre à Produrable, le salon des professionnels du développement durable, qui a réuni près de 8 000 visiteurs en 2021.

Le Global Compact France a participé à une table ronde et a organisé trois ateliers durant la 14e édition du salon. Animés par Anthony Ratier et Florian Burel, ces ateliers ont réuni un total de 215 participants.

Biodiversité, comment mon entreprise peut-elle agir ?

Si le thème de la biodiversité reste l'un des plus difficiles à mettre en œuvre dans une politique RSE, les trois intervenants de l'atelier, Sylvie Gillet (responsable Environnement/RSE d'Entreprises pour l'Environnement), Mathieu Tolian (directeur adjoint du développement durable de Veolia) et Franck David (responsable QSE / RSE d'Horoquartz) ont insisté sur la nécessité d'impliquer les équipes des entreprises, en expliquant l'importance des liens entre la biodiversité et les activités de l'entreprise. Ces liens étant parfois difficiles à identifier, il ne faut pas hésiter à s'appuyer sur l'expertise d'ONG spécialisées et à participer à des initiatives du type d'Act4Nature, dont le Global Compact France est partenaire, pour conserver une ambition haute sur cet engagement.

Climat, Accord de Paris et entreprises : 6 ans après le lancement de l'initiative Science Based Targets, quel bilan ?

Tereza Bicalho ***(SBTi Climate and Land Technical Manager chez WWF)*** a rappelé que l'enjeu de l'initiative était d'accompagner les entreprises dans la définition de leurs objectifs en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour être crédibles scientifiquement, par rapport aux normes de l'Accord de Paris. Marie-Pierre Bousquet (directrice de l'intégration des SBT chez Danone) et Rémi-Pierre Lapprend (directeur RSE chez Maison du Monde) ont insisté sur la pertinence des SBT pour définir une stratégie climat garantissant un alignement avec la science et sur le fait que cette approche était très pertinente, car elle permettait de traduire en objectifs opérationnels des données scientifiquement validées et contrôlées, avec applications concrètes.

PME/ETI : comment s'approprier les ODD ?

Il est ressorti de cet atelier et de l'avis des deux intervenantes, Laurence Capossele (co-fondatrice et co-dirigeante de Cetup) et Blandine Peillon (fondatrice et dirigeante de Jour de Printemps), qu'il était judicieux pour les PME de commencer par identifier les ODD prioritaires correspondant à leur cœur de métier et aux valeurs de l'entreprise, avant d'essayer d'atteindre les 17 ODD. Il semble également fondamental d'intégrer l'engagement en faveur du développement durable au plus haut niveau de gouvernance de l'entreprise et d'impliquer l'ensemble des collaborateurs pour en faire un projet commun.

20-22 septembre
Uniting Business Live

Pour marquer l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Global Compact a organisé le ***Uniting Business LIVE***, un événement en ligne diffusé en direct du 20 au 22 septembre. Cet événement a réuni virtuellement plus de 8 000 participants autour de chefs d'entreprises, de membres de gouvernements et de la société civile, engagés envers la mission de l'ONU.

SEPTEMBRE

23 septembre
Assemblée générale

La 16e Assemblée générale du Global Compact France a réuni près de 500 membres en ligne, sous la présidence d'André Renaudin. L'ensemble des résolutions a été adopté. L'Assemblée générale a notamment approuvé les propositions de renouvellement du Conseil d'administration.

28 septembre
Réunion | Cercle normand

Le Global Compact France a organisé aux côtés de Legallais, entreprise ambassadrice, une réunion du Cercle normand sur le thème de l'économie circulaire. Lors de cet événement en ligne dédié à l'échange entre pairs, les participants ont pu assister à une présentation de l'Ademe et découvrir les témoignages de Veolia, Legallais et du MEDEF.

29 septembre
Devancer demain sur Les Echos.fr

André Renaudin, Président du Global Compact France et Directeur général d'AG2R LA MONDIALE, Frédéric Chauviré, Directeur général de SAP France, et Olivier Girard, Président d'Accenture France et Benelux ont échangé autour du lancement du programme SDG Ambition Accelerator, une initiative mondiale déclinée en France, visant à amplifier l'intégration des 17 ODD dans la stratégie et le cœur de l'activité des entreprises.

30 septembre
Grand Procès de la RSE

Bruno Duval, Vice-Président en charge des PME du Global Compact France, a participé à la 5e édition du Grand Procès de la RSE à Toulouse. La thématique centrale de cette édition était ***RSE, des impacts suspects***, faisant écho à des enjeux d'actualité, et notamment la COP26.

OCTOBRE

1er octobre
Transition Forum de Nice

Le Transition Forum a réuni près de 300 000 téléspectateurs et participants les 30 septembre et 1er octobre. Le Global Compact France a participé à la séquence ***Les Accords de Nice pour le climat : des paroles aux actes*** en présence de Clément Beaune, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes, et Christian Estrosi, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur.

14 octobre
Rencontres du Développement Durable

Le Global Compact France est intervenu dans le cadre des Rencontres du Développement Durable, organisées par Open Diplomacy, sur le thème : ***Dessiner le monde d'après***. Il a notamment rappelé que « les acteurs économiques ont toute leur place pour dessiner le monde d'après [...]. Pour cela, les ODD constituent le socle universel sur lesquels nous devons tous nous appuyer. »

14 octobre
Enquête sur l'intégration de la durabilité dans les organisations

Nils Pedersen a signé l'édito de l'enquête ***L'intégration de la durabilité dans les stratégies, politiques et pratiques d'innovation des organisations***, réalisée par Kedge Business School and Pink Innov'.

NOVEMBRE

10 novembre
Business Ambition for Climate Action

Dans le cadre de la COP26, le Global Compact des Nations Unies a organisé à Glasgow l'événement Business Ambition for Climate Action, pour échanger entre dirigeants, experts de la RSE, ONU et société civile sur les actions concrètes des entreprises pour aboutir à une économie net zéro. Le Global Compact France a relayé l'événement auprès de ses membres et proposé une veille d'actualité des résultats de la COP26.

19 novembre
Webinaire ODD, où en est-on ?

Le Global Compact France a proposé ce webinaire, afin de dresser un état des lieux de la situation des Objectifs de développement durable en France et dans le monde, 8 ans avant l'échéance des ODD. Le SDSN, le CGDD, ainsi que la société L'Oréal sont intervenus pour apporter leur éclairage.

25 novembre
Webinaire Loi climat et résilience

En parallèle de la COP26, le Global Compact France a organisé un webinaire d'information sur la loi Climat et Résilience et ses impacts sur les PME, en partenariat avec la CPME.

1er décembre
Sustainable Paris Forum

« La transition juste, c'est l'environnement qui n'oublie pas la dimension sociale. C'est l'approche globale de l'Agenda 2030 ». Cet extrait résume l'intervention de Nils Pedersen durant le Sustainable Paris Forum, sur le thème de l'Agenda 2030 au service de la transition juste.

1er décembre
European Business and Nature Summit

Lors du European Business and Nature Summit (Sommet Européen des Entreprises et de la Nature), des chefs d'entreprises et des dirigeants politiques se sont réunis pour lancer un appel au reste du monde économique et aux autorités européennes, afin de faire monter les enjeux liés à la biodiversité dans l'agenda politique. Le Global Compact France était ainsi signataire de l'European Business Statement ***Scaling up action for nature***, qui a été officiellement remis à la Commission Européenne le 1er décembre 2021.

DÉCEMBRE

6 décembre
Paris Legal Makers

Dominique Lamoureux, Référent éthique du Global Compact France, a participé à la table ronde ***Corruption internationale & blanchiment : une lutte sans fin ?*** dans le cadre du ***Paris Legal Makers***, un événement annuel dédié au développement économique par le droit, organisé par le barreau de Paris.

9 décembre
Journée internationale anticorruption

Les Nations Unies ont déclaré le 9 décembre comme journée internationale de lutte contre la corruption, un thème au cœur du dixième principe du Global Compact des Nations Unies. Le Global Compact France a proposé, dans ce cadre, un webinaire permettant de faire le point sur les enjeux de la lutte contre la corruption en 2022, notamment avec le renforcement du dispositif lié à la loi Sapin 2 et la transposition de la directive sur les lanceurs d'alerte.

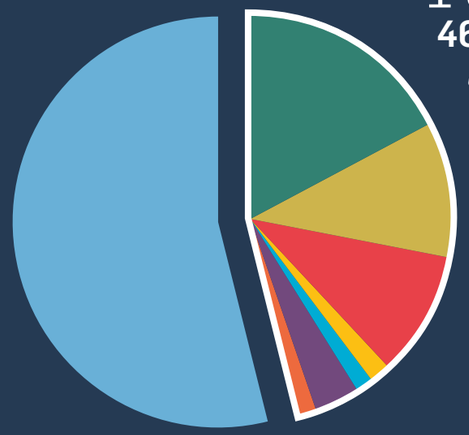
14 décembre
Lancement du rapport 2021 du SDSN sur le développement durable en Europe

Le Sustainable Development Solutions Network (SDSN) a présenté à l'occasion d'un webinaire, son rapport conçu avec la société civile, qui donne un aperçu des performances et des trajectoires de l'Union européenne sur les Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par tous les États membres de l'ONU en 2015.

15 décembre
Recommandations de la Plateforme RSE

Membre du Pôle des entreprises et du monde économique de la Plateforme RSE, le Global Compact France a participé aux travaux conduisant à la publication de 31 recommandations pour le développement de la RSE en 2022.

CHARGES (en k€)



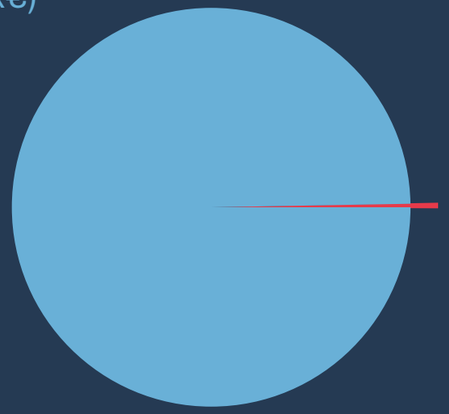
Cotisations maison mère
1 611
53,6%

Frais de fonctionnement
1 392
46,4%

dont

- Charges de personnel 521 / **37,5%**
- Frais de structure 323 / **23,2%**
- Transformation 305 / **21,9%**
- Vie du réseau 101 / **7,2%**
- Acquisition des membres 49 / **3,5%**
- Programmes 47 / **3,4%**
- Communication et rayonnement 45 / **3,3%**

RECETTES (en k€)

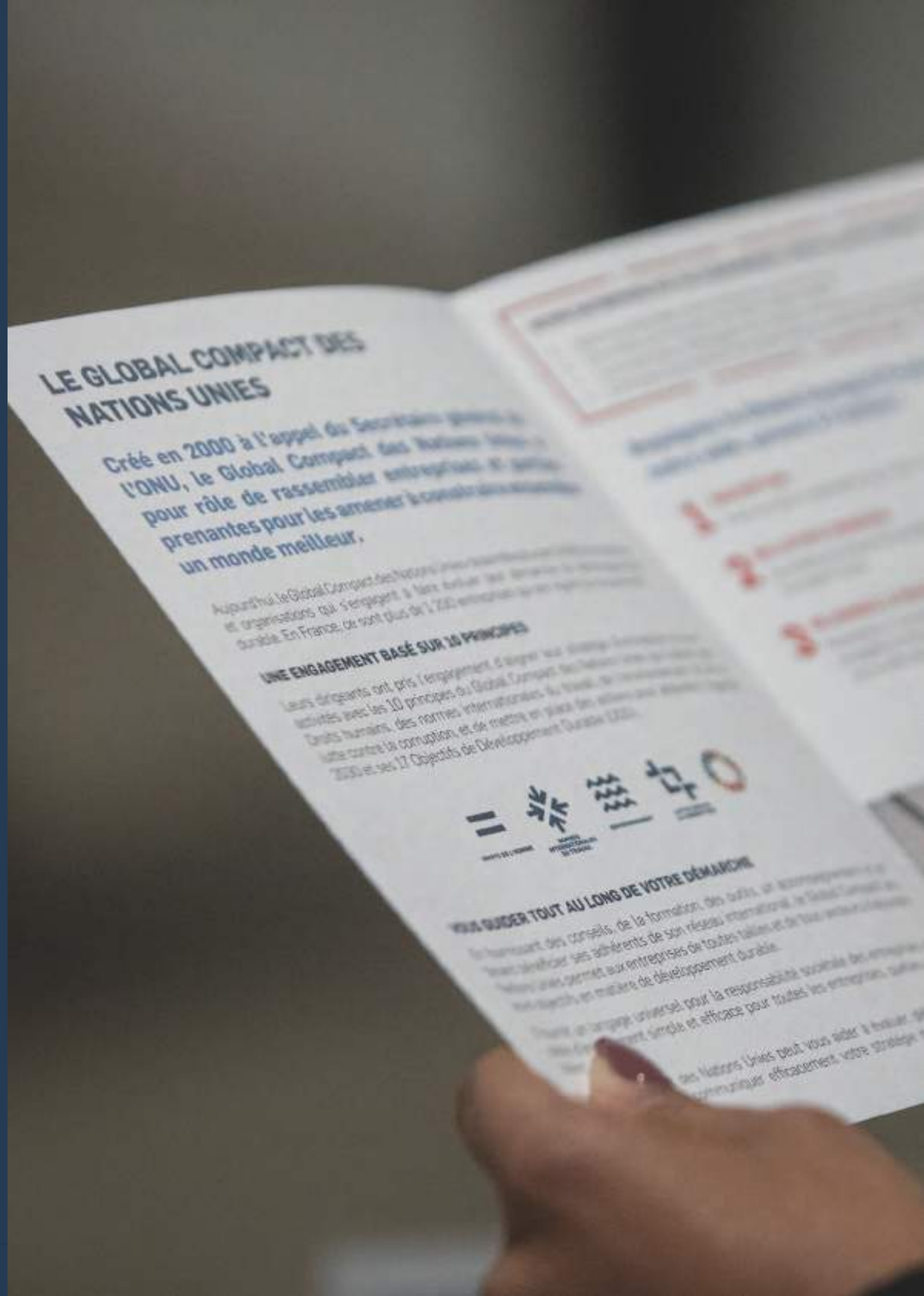


Cotisations perçues
3 499,6
99,8%

Autres ressources
8,33
0,2%

COMMENTAIRE

Le résultat d'exploitation est un reflet de la transformation mise en œuvre par le Global Compact France durant l'année 2021. D'une part, l'équipe permanente s'est considérablement étoffée cette année, avec le recrutement de quatre nouveaux salariés et d'un alternant. Cette évolution s'est également traduite par l'utilisation d'outils plus performants, comme le passage sur Salesforce, ou l'évolution des outils numériques, avec le lancement de la refonte du site internet de l'association. Le Global Compact France se donne ainsi les moyens financiers et humains nécessaires à la réalisation de ses ambitions.



3. LE GLOBAL COMPACT FRANCE, UN ACTEUR CLÉ DE LA TRANSITION DURABLE

LES ENJEUX DE LA TRANSITION JUSTE

Miguel Marteau
Animateur RSE, Odial Solutions

> Nous apportons des solutions d'accès à l'eau potable aux populations des zones rurales subsahariennes. Notre cœur de métier est donc particulièrement en adéquation avec le 1er principe du Global Compact et l'ODD 6. Mais l'accès à l'eau potable dans un village africain prévient aussi des contaminations aux maladies hydriques, facilite l'insertion économique des femmes, atténue l'exode rural, etc. En somme, nos activités contribuent significativement à la promotion des Dix principes et à l'atteinte de 15 ODD.

Comme exposé dans sa stratégie 2021-2023, le Global Compact a pour ambition d'accélérer et d'amplifier l'impact mondial des entreprises, en respectant les Dix principes et en atteignant les ODD. Pour ce faire, le Pacte mondial concentre ses efforts sur la résolution des défis mondiaux les plus pressants, à travers sept domaines prioritaires dans lesquels les entreprises ont un impact considérable sur les résultats : lutte contre la corruption, lutte contre le changement climatique, Droits de l'Homme, travail décent, égalité entre les sexes, intégration des ODD et gouvernance transformationnelle.

Une transition juste signifie qu'il faut veiller à ce que les travailleurs des secteurs à forte teneur en carbone et liés aux combustibles fossiles disposent d'options alternatives décentes et soient soutenus, pour évoluer vers une nouvelle activité tout en bénéficiant de filets de sécurité sociale. Les 17 Objectifs de développement durable constituent un plan d'action pour la paix, l'humanité, la planète et la prospérité, nécessitant la mise en œuvre de partenariats multiacteurs. Ils ambitionnent de transformer nos sociétés en éradiquant la pauvreté et en assurant cette transition juste vers un développement durable d'ici 2030. Les entreprises ont un rôle clé à jouer dans la réussite de l'Agenda 2030, facilité par leur participation active au sein du Global Compact.

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le rapport 2021 du *Sustainable Development Solutions Network (SDSN)* sur le développement durable en Europe fait état d'un frein important au progrès vers la mise en œuvre des ODD. En 2020, le score de l'Europe à l'Index ODD du SDSN a en effet stagné pour la première fois depuis 2015. La France se classe 10e à l'échelle européenne avec un Index ODD à 72,7, ne subissant aucun recul et enregistrant une progression sur 14 des 17 ODD. Le rapport mentionne toutefois des difficultés d'application persistantes, notamment en matière d'accidents du travail, d'inégalités salariales entre les femmes et les hommes, d'émissions carbone pour les produits ou de surexploitation des ressources halieutiques.

INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ POUR CONTRIBUER AUX ODD

Le Global Compact France, PwC France et Maghreb et l'Orse ont mené en 2020 une étude sur le financement des ODD, dont la traduction anglaise sera publiée en 2022. Il en ressort que la mue des entreprises vers la transition écologique pour atteindre les ODD en 2030, ne se fera pas sans un financement spécifique dédié.
Les investisseurs et les banques, maillon central du développement économique, doivent s'organiser autour d'objectifs communs.

L'APPROPRIATION DES ODD PAR LES ADHÉRENTS EN 2021

Le Global Compact France, en partenariat avec PwC France et Maghreb, a présenté en janvier 2022 les résultats de l'enquête 2021 ***ODD et entreprises françaises en action***, qui démontrent une pleine implication des entreprises, qu'elles soient adhérentes ou non de l'association, dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le baromètre a recueilli près de 315 contributions d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs.

Dans le cadre de la Feuille de route nationale des ODD, le Global Compact France et PwC France et Maghreb se sont engagés à renouveler cette enquête tous les ans jusqu'à la fin de l'Agenda 2030. La mesure de l'impact et la transition juste seront les maîtres-mots de la prochaine enquête.

LES ODD, SUITE LOGIQUE D'UNE DÉMARCHE RSE ABOUTIE

99% des entreprises interrogées ont déjà mis en place une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

93% se disent engagées en faveur des ODD

Pour **90%** les ODD redynamisent et donnent du sens à leur démarche RSE.

LES ODD, FACTEUR DE DIFFÉRENCIATION POUR LES PME

75% des PME considèrent que les ODD leurs permettent de se distinguer de leurs concurrents

DES PARTIES PRENANTES DE PLUS EN PLUS IMPLIQUÉES

83% des entreprises déclarent être interrogées sur leurs actions en faveur des ODD par leurs parties prenantes, internes ou externes.

UNE APPROPRIATION DES ODD DE PLUS EN PLUS FORTE

20% des répondants souhaitent s'appuyer sur les ODD pour définir leur raison d'être.

Ce chiffre constitue une nouveauté 2021 et illustre une meilleure appropriation des ODD, portée par la loi Pacte votée en 2019.

Enfin, cette enquête a démontré une attente plus forte de la part des investisseurs concernant les ODD et un effort notable des entreprises pour mesurer leur durabilité et éviter l'ODDwashing.

Olivia Grégoire
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable

> Les 17 Objectifs de développement durable sont toujours facilement mis en avant… la vraie difficulté c'est de les mettre en œuvre ! Définissant autant de priorités pour des modèles sociétaux réinventés autour d'une justice sociale et d'un équilibre économique et environnemental nouveau, ils constituent un enjeu de taille pour les entreprises françaises, premières actrices de leur bonne réalisation.

LE GLOBAL COMPACT FRANCE AU CŒUR DE L'ÉCOSYSTÈME RSE

Le Global Compact France a pour mission d'accompagner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'appropriation des Objectifs de développement durable (ODD) par le monde économique français. L'association, actrice de référence de la responsabilité sociétale des entreprises en France, s'attache à agir en partenariat avec les acteurs majeurs du secteur.

GUIDE ODD PME

Le Global Compact France a publié en septembre le guide ***PME : Des réponses à vos enjeux clés grâce aux Objectifs de développement durable,*** réalisé en partenariat avec Bpifrance, la CPME, le Comité 21 et le Medef.

L'objectif de ce guide est de montrer comment l'intégration des ODD à leur stratégie RSE permet aux TPE et PME de mieux répondre aux principaux enjeux qu'elles rencontrent. Ces enjeux et les bénéfices associés à la mise en place des ODD ont été compilés sur la base des retours d'expérience d'entreprises adhérentes du Global Compact France.

Chaque enjeu est abordé à travers le témoignage d'un ou une dirigeante de PME, qui le relie à l'utilisation des ODD et aux effets positifs engendrés. Sont également mentionnés les ODD les plus importants pour cette PME, suivis d'un conseil sur l'appréhension du référentiel ou un retour de son utilité lors de la crise de la Covid-19.

Merci aux dix entreprises ayant contribué à ce guide : SO BAG, Legallais, Famoco, Jours de printemps, EQOSPHERE, Hillrom, Terre d'oc, Nature et aliments, Cetup et Résistex !

Le document a été présenté au salon Produrable, durant un atelier labellisé La France en Transition.

BAROMÈTRE ODD

L'enquête (voir les résultats page 45) a été administrée auprès d'entreprises françaises entre juillet et septembre 2021. Le Global Compact France et PwC France et Maghreb remercient le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, l'Afep, B Corp France, Bpifrance, le C3D, le Commissariat général au développement durable, le Comité 21, la CPME, la DGE, EcoVadis, Entreprises pour l'Environnement (EpE), la Fédération des entreprises de propreté, France Chimie, France Invest, la Jeune Chambre Économique Française, le MEDEF et l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (ORSE) pour leur soutien dans la diffusion de cette enquête.

FRENCH BUSINESS CLIMATE PLEDGE
LES ENTREPRISES FRANÇAISES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT !

FRENCH BUSINESS CLIMATE PLEDGE

Initié par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), le ***French Business Climate Pledge*** est un engagement volontaire d'entreprises implantées en France, qui agissent concrètement pour réussir la transition vers une économie bas carbone, l'innovation et le développement de solutions, technologies, produits et services bas carbone. Par cette mobilisation collective, il s'agit de montrer que l'initiative volontaire a un rôle clé à jouer pour réussir la transition écologique et de mettre en lumière la diversité des solutions apportées par les entreprises dans la lutte contre le changement climatique, quelle que soit leur taille et quel que soit leur secteur d'activité.

Le Global Compact France s'est fait le relais de cet engagement, qui rassemble plus de 300 entreprises signataires au 1er février 2022.

COMPRENDRE LA CRISE ÉCOLOGIQUE POUR RÉINVENTER L'ENTREPRISE

Rassembler étudiants et professionnels de tous horizons autour de l'enjeu fondamental qu'est la transformation durable de notre société, tel est le projet proposé par le Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D) et le collectif ***Pour un réveil écologique***, en partenariat avec six réseaux reconnus sur ces sujets : l'ADEME, le Collectif Génération Responsable, le Comité 21, le MEDEF, l'ORSE et le Global Compact France.

Adapté à de nombreux secteurs d'activité et accessible peu importe son niveau de connaissance, ce mooc de 8 à 10h environ, permet d'avancer pas à pas à travers un programme ludique, décliné en trois modules : ***Comprendre la crise écologique***, ***Notre modèle socio-économique au cœur de la crise écologique*** et ***Comment réinventer l'entreprise face à la crise écologique***.

LA FRANCE EN TRANSITION
SAISON 2

LA FRANCE EN TRANSITION

Le Global Compact France a relayé auprès de ses adhérents l'évènement ***La France En Transition - Saison 2,*** organisé durant la semaine anniversaire des ODD par le Commissariat général au développement durable (CGDD). Cette semaine s'est déroulée autour de projets d'événements mobilisateurs, avec deux temps forts communs les journées du 22 et 24 septembre et une série d'événements autonomes, imaginés et produits par la communauté des acteurs ODD, toujours plus large et diversifiée. Le Global Compact France a par ailleurs associé le CGDD à l'organisation du webinaire ***ODD, où en est-on ?.***

MISSION PARLEMENTAIRE SUR LES ODD

La députée des Hauts-de-Seine Florence Provendier s'est vue confier par le Premier ministre **la mission de proposer des éléments de structuration du mouvement autour des ODD, de mobilisation des acteurs et de construction de coalitions sur les enjeux stratégiques de la France, afin de renforcer la mise en œuvre de sa feuille de route**. Delphine Lalu, Administratrice suppléante du Président, Gilles Vermot Desroches, Vice-Président en charge des grandes entreprises et Nils Pedersen, Délégué général, se sont ainsi entretenus avec la députée dans ce cadre, le 21 octobre.

ÉCHANGES AVEC LE MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Global Compact France a échangé avec François Gave, Représentant spécial pour la responsabilité sociétale des entreprises et la dimension sociale de la mondialisation, et Claire Brodin, Cheffe du Pôle Financement du développement, Innovation et Partenariats au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

4. EXECUTIVE SUMMARY

ONE GLOBAL COMPACT

As a special initiative of the UN Secretary-General, the United Nations Global Compact is a call to companies everywhere to align their operations and strategies with Ten Principles in the areas of human rights, labor, environment and anti-corruption. Our ambition is to accelerate and scale the global collective impact of business by upholding the Ten Principles and delivering the Sustainable Development Goals through accountable companies and ecosystems that enable change. Kofi Annan, former Secretary General of the United Nations, first raised the idea of a "global compact of shared values" at the World Economic Forum in Davos in 1999. Following that event, the UN Global Compact was launched in July 2000. With more than 19,000 members based in 164 countries and 76 local networks, the UN Global Compact constitutes the world's largest corporate sustainability initiative —one Global Compact uniting business for a better world.

The UN Global Compact is a central actor in supporting its member companies to build a more sustainable and inclusive world. With the broad support of the 193 countries participating in the United Nations General Assembly, the United Nations Global Compact is the universal authority and reference point for action and leadership within a growing global corporate sustainability movement. Rooted in the values of the United Nations and in the Ten Principles, the UN Global Compact is uniquely positioned to support economic actors in their sustainable transformation.

Global Compact France, the official local network of the United Nations Global Compact, brings together more than 1,600 companies and non-profit organizations around social and environmental responsibility and sustainable development issues. It is also mandated by the United Nations Organization to support the implementation of the 2030 Agenda and the appropriation of the Sustainable Development Goals by the French business world. The local network is an environment of daily exchange within members. Global Compact France assists businesses in incorporating the Ten principles into their strategy, ambition, culture, purpose and daily activities, regardless of their size or maturity.

A YEAR OF TRANSFORMATION FOR THE GLOBAL COMPACT FRANCE

The strategy of the United Nations Global Compact is evolving in line with the needs of its members, to accompany them on the path to progress.

As a fast expanding network, Global Compact France is undergoing a profound transformation by strengthening its staff, switching to a new member management software shared with headquarters, and deploying new digital tools, which will be operational from the second quarter of 2022 onwards. This transition will enable the French Local Network to empower members during their interactions and exchanges. Such empowerment will put members back at the core of the network's actions, which aligns with the goal of providing members with the tools they need to advance in their CSR efforts, regardless of maturity, size or location.

In 2021, it was decided to reorganize "clubs" and "committees" into working groups after understanding that Global Compact France's activities needed to encompass additional areas, become more inclusive, and be committed to all member structures.

Global Compact France, a key player in sustainable transformation, then covers diverse areas, such as CSR, Human Rights, CoP, Governance, Territories, Large Companies and SMEs and Environment.

A part of the Global Compact France team

TERRITORIAL DYNAMICS

To accelerate progress towards the SDGs, business engagement at the local level is deemed essential. Global Compact France attaches fundamental importance to territorial dynamics, specifically the appropriation of sustainable development issues by the regional economic fabrics.

The French local network hosts a number of events across the country to promote the Global Compact's Ten Principles, programs, and members' actions. Members can participate in "Rendez-vous en région" throughout the year in both metropolitan and overseas France (as of 2022) and join « Cercles régionaux »to meet companies working towards the promotion and enforcement of sustainable development and social responsibility practices.

« Cercles régionaux » are spaces reserved for members of Global Compact France so that they discuss their best practices related to the Ten Principles and local emerging issues. This "programme" includes roundtables, sharing of best practices among members, networking events, as well as access to an online space with a membership directory and resources from previous meetings.

Global Compact France's ambassador companies and **the Cercles régionaux** are the local intermediaries intended to strengthen the local networking of member companies and to deliver Global Compact's messages to a regional level.

ACTIVITY OFFER

Through its various actions, Global Compact France supports its members in structuring their sustainable journey, to enable them to:

- **connect**
- **learn**
- **lead**
- **communicate**

CONNECT

Territorial dynamics in France: the regional and local meetings (Global Compact France ambassador companies and the "Cercles régionaux").

The United Nations Global Compact events: Business Ambition for Climate Action conference, Uniting Business LIVE, Leaders Summit...

LEARN

UN Academy: the UN Global Compact academic learning platform (access to training sessions, online courses, and conferences)

Peer-to-peer exchanges: promotion and diffusion of good practices on the Global Compact France website and company testimonials during webinars

Peer Reviews

Proofreading of the Communications on Progress (CoP) by other adherents and the team of Global Compact France.

The Accelerators: the Compact programmes to make progress on specific topics, some of which are already supported by the French network (Climate Ambition Accelerator SDG Ambition Accelerator) or will be in 2022 (Ocean Stewardship Coalition and CFO Taskforce for the SDGs).

LEAD

Participation in the Sustainable Development Solutions Network Europe (SDSN), Platform RSE and the French Government's Impact platform.

COMMUNICATE

The annual publication of the Communication on Progress (CoP) is a commitment of Global Compact members. CoP ensures communication transparency about progress toward implementing the Ten Principles and achieving the 17 Sustainable Development Goals.

New standardized CoP from 2023.

POSTFACE

La Déclaration pour une transition juste, adoptée lors de la dernière Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, reconnaît la nécessité de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans la transition vers des économies nettes zéro. Le Pacte mondial des Nations Unies place les entreprises au cœur de ces transformations. L'importance des enjeux appellent des réponses d'une ampleur inédite, ce qui conduit le Global Compact a adopter de nouvelles ambitions et opérer une réorganisation, afin de répondre toujours plus concrètement à ces défis. En vous engageant au sein du Pacte mondial, vous vous placez ainsi au cœur de la transformation durable portée par les Nations Unies.

Le maître-mot de la nouvelle stratégie du Pacte mondial est celui de la mesure de la durabilité. Les entreprises engagées au sein du réseau doivent pouvoir évaluer leurs externalités positives autant que négatives, à l'aune de leurs engagements pour créer un futur durable, grâce à des indicateurs reconnus, judicieux et performants. L'adhésion au Global Compact doit pouvoir se traduire en actions et chiffres concrets.

Il nous revient donc de tout mettre en œuvre pour outiller les entreprises adhérentes et les accompagner dans la mesure de leur durabilité, que ce soit dans les domaines environnemental, social ou de la lutte contre la corruption.

Le Global Compact France, ce sont des services aux adhérents et un réseau d'entraide basé sur les échanges entre pairs. Les 1 500 entreprises membres représentent autant d'expertises à partager. Notre maillage territorial est unique au sein du Global Compact et nous comptons le densifier davantage avec vous, pour vous. L'engouement suscité par nos événements et nos webinaires en 2021 nous incite à vous encourager à prendre davantage la parole au sein de votre réseau en 2022, tant au niveau local que national, dans une approche thématique, via les cercles régionaux et les groupes de travail.

Suivant la voie tracée par nouvelle orientation stratégique, One Global Compact, en 2021, le Bureau français du Global Compact a opéré l'adaptation de ses procédures, outils et services. Nous creusons le sillon de cette transformation en 2022. Notre vocation est de développer le service à nos adhérents autant que de valoriser les actions du Pacte Mondial et les bonnes pratiques de ses adhérents. En 2022 vous découvrirez ainsi notre nouveau site internet et de nouvelles procédures de gestion, mais aussi des ateliers innovants, avec en tête, la refonte de la Communication sur le Progrès, qui deviendra une véritable communication sur l'impact. L'environnement sera aussi un axe fort pour 2022, ses enjeux étant plus prégnants chaque année.

Les défis sont nombreux, mais ils représentent autant d'opportunités. Ancré dans les valeurs des Nations Unies et de ses Dix principes, le Pacte mondial occupe une position unique pour accompagner les acteurs économiques dans leur transformation. Au sein de son réseau, ces acteurs ont vocation à dessiner, ensemble, un futur durable.

Nils Pedersen
Délégué général

POURQUOI REJOINDRE LE GLOBAL COMPACT FRANCE

PARCE QU'IL EST TEMPS D'AGIR

- ➜ il ne reste plus que huit ans pour atteindre les ODD ;
- ➜ assurer l'avenir de la société, c'est assurer l'avenir de votre société ;
- ➜ les Objectifs de développement durable des Nations Unies constituent de réelles opportunités de développement.

PARCE QU'ENSEMBLE ON EST PLUS FORTS

- ➜ rejoignez un réseau d'organisations motivées par leur engagement en faveur du développement durable ;
- ➜ échangez vos expériences et bonnes pratiques avec vos pairs ;
- ➜ dialoguez avec vos parties prenantes ;
- ➜ valorisez les actions de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et de développement durable de votre organisation ;
- ➜ ayez accès à des programmes thématiques, des ateliers, des outils et des ressources.

PARCE QUE LES NATIONS UNIES PROPOSENT UN CADRE D'ENGAGEMENT UNIVERSEL

- ➜ faites évoluer votre démarche RSE dans le cadre onusien et contribuez à l'Agenda 2030 ;
- ➜ profitez du mandat donné par l'ONU au Global Compact pour vous approprier les objectifs de développement durable des Nations Unies ;
- ➜ mobilisez vos équipes et filiales en France et dans le monde.

Quel que soit l'objet, la taille, la maturité ou la localisation de votre entreprise, sa place est au Global Compact.

Pour adhérer au Global Compact des Nations Unies, il faut obligatoirement représenter une personne morale. Une entreprise doit :

- ➜ **envoyer une lettre d'engagement** au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, afin d'exprimer son soutien au Global Compact et à ses Dix principes ;
- ➜ **prendre des mesures pour intégrer les Dix principes du Global Compact** à sa stratégie, sa culture et à ses activités quotidiennes ;
- ➜ **faire publiquement campagne en faveur du Global Compact et de ses principes**, en ayant recours à des moyens de communication tels que communiqués de presse, discours, etc. ;
- ➜ **publier une *Communication sur le Progrès (CoP)*** dans un délai d'un an après la date d'adhésion, puis chaque année. Cette CoP, qui décrit comment l'entreprise soutient le Global Compact et ses principes, doit être mise en ligne sur le site du Global Compact. Elle est publique et accessible à tous ;
- ➜ **régler une cotisation annuelle** au Global Compact France, relais local officiel du Global Compact des Nations Unies.

Retrouvez les 22 entreprises ambassadrices du Global Compact France sur tout le territoire (vote du Conseil d'administration du 01/02/2022).

Auvergne-Rhône-Alpes

➜ **CETUP** | Isère (38)
Laurence Capossele | Co-dirigeante
laurence.capossele@cetup.com

Bourgogne-Franche-Comté

➜ **SO BAG** | Saône-et-Loire (71)
Astrid Bolot | Responsable communication et marketing
astrid.bolot@sobagfrance.com

Centre-Val de Loire

➜ **ODIAL SOLUTIONS** | Loiret (45)
Miguel Marteau | Responsable RSE
m.marteau@odial-solutions.fr

Grand-Est

➜ **SCARA** | Aube (10)
Isabelle Williatte | Responsable Développement Durable
i.williatte@scara.fr

➜ **BDR THERMEA FRANCE** | Bas-Rhin (67)
Flore Levardon | Chargée de mission développement durable
flore.levardon@bdrthermea.fr

Hauts-de-France

➜ **DAMARTEX** | Nord (59)
Joséphine Biernacki | Chief Sustainability Officer
jbiernacki@damartex.com

Île-de-France

➜ **AG2R LA MONDIALE** | Paris (75)
Joël Destom | Directeur Paris Île-de-France
joel.destom@ag2rlamondiale.fr

➜ **SOPRA STERIA** | Paris (75)
Dominique Cambette | Responsable Développement Durable
dominique.cambette@soprasteria.com

➜ **SPIE BATIGNOLLES** | Hauts-de-Seine (92)
Angela Sulpizio | Responsable RSE
angela.sulpizio@spiebatignolles.fr

Normandie

➜ **LEGALLAIS** | Calvados (14)
Brigitte Delord | Directrice RSE
b-delord@legallais.com

➜ **KIPLAY** | Orne (61)
Corinne Pradal | Directrice générale
corinnepradal@kiplay.com

Nouvelle-Aquitaine

➜ **TESSI SA** | Gironde (33)
Céline Savoy Lamotte | Responsable RSE
celine.savoy-lamotte@tessi.fr

➜ **EMAC** | Pyrénées-Atlantique (64)
Didier Chauffaille | Directeur général
d.chauffaille@emac.fr

Occitanie

➜ **SAVCO** | Ariège (09)
Bruno Duval | PDG
bruno.duval@savco-ent.fr

➜ **EDF Hydro Sud-Ouest** | Haute-Garonne (31)
Franck Darthou | Directeur EDF Hydro Sud-Ouest
franck.darthou@edf.fr

Pays de la Loire

➜ **ABALONE France** | Loire-Atlantique (44)
Sylvain Prioult | Directeur QSE/RSE
sylvain.prioult@abalone-interim.com

➜ **TDV INDUSTRIES** | Mayenne (53)
Elke Bissdorf | Directrice RSE
elke_bissdorf@klopman.com

➜ **PROTECTHOMS** | Mayenne (53)
Audrey Lairy | Directrice d'agence et en charge de la RSE
audrey.lairy@protecthoms.com

Provence-Alpes-Côte d'Azur

➜ **AG2R La Mondiale** | PACA et Corse
Caroline Bruynoghe | Directrice Régionale
caroline.bruynoghe@ag2rlamondiale.fr

➜ **RESISTEX** | Alpes-Maritimes (06) et Var (83)
Bernard Alfandari | Président
balfandari@resistex-sa.com

➜ **GSE** | Vaucluse (84)
Jean-Michel Scuitto | Directeur Risques, Audit, Ethique & RSE
jmscuitto@gsegroup.com

Global Compact
Réseau France

www.globalcompact-france.org